

ou vegans est lui-même le fruit de la végéphobie, de la répression sociale de notre engagement en faveur des animaux :

Le plus important effet de la végéphobie, c'est peut-être bien le fait que nous acceptons de nous laisser catégoriser comme végétariens, ou végétaliens, ou vegans, c'est-à-dire des catégories qui définissent au pire de simples « modes de vie », au mieux des « éthiques de la vertu ». [...] Dans une telle perspective, la question de l'exploitation animale reste rapportée au libre choix de chacun, au lieu que dans une perspective « universaliste », elle est nécessairement condamnée en général, d'une façon qui vaut logiquement pour tous. Qu'il s'agisse de mode de vie ou d'éthique de la vertu, l'approche reste individualiste, conforme à ce que nous demande une société libérale. Le danger que nous représentons potentiellement pour cette société d'exploitation est dès lors pour elle plus simple à circonscrire. Ces identités vertueuses semblent, au final, freiner la montée en puissance de la remise en cause de l'exploitation animale.

Les idées et analyses que je viens d'exposer sont celles qu'ont à l'esprit les abolitionnistes suisses des Lausanimalistes quand, lors de rencontres animalistes, ils prennent le risque de faire une conférence intitulée de façon provocante : « Pour l'abolition de l'exploitation animale. Pour l'abolition du véganisme »<sup>123</sup>. Pierre et moi aurions pu intituler ainsi cette brochure<sup>124</sup>. Ni eux ni nous ne critiquons par plaisir de nous distinguer ou de donner des leçons. Ce n'est que très récemment que nous sont apparus clairement les points de critiques que nous vous soumettons ici. Même si nous forçons parfois le trait, nous pensons très sincèrement que les illusions véganiste ou végétariste sont un écueil important qui menace de naufrager le mouvement animaliste, en lui ôtant de sa lucidité et en freinant sa combativité.

Nous devons constamment garder à l'esprit que l'exploitation animale est une question de société, et qu'elle ne résulte pas de simples choix individuels. Elle n'est pas une question de moralité personnelle, mais bien d'éthique universelle ; son abolition est une question de justice, qui implique les fondements même de notre civilisation. L'exploitation des non-humains découle de véritables choix de société, qui sont des choix publics, qui exigent des solutions collectives et impliquent que nous mettions en œuvre des moyens politiques, aussi divers soient-ils.

Le chantier qui s'offre aujourd'hui à nous est immense, c'est le chantier de l'abolition du spécisme et de l'esclavage animal. Il débute tout juste, et le mouvement est encore balbutiant... Or, c'est d'un mouvement politique fort, intrépide, intelligent, insolent, enthousiaste et polymorphe que nous allons avoir besoin pour les décennies à venir. Il est temps de retrousser nos manches !

<sup>123</sup> <http://abolitionduveganisme.blogspot.fr/>

<sup>124</sup> En prenant bien sûr ici le mot « véganisme » comme signifiant : « stratégie véganiste », « stratégie de la conversion », « stratégie de l'appel à la vertu ».

# L'exploitation animale est une question de société

sont ainsi asphyxiés ou tués de maintes autres façons, mais en tout cas sans anesthésie ni étourdissement, chaque année en France ; de même, plus de cinquante millions de poussins mâles issus de souches de poules pondeuses sont passés au broyeur ; de même, plus de quarante millions de canetons femelles chaque année, qui après gavage ne donneraient pas un si beau foie gras que les mâles ; des dizaines de millions de cailles ou de pigeons sont assassinés chaque année eux aussi dans des « caissons à vide » (ils sont soumis à décompression brutale) ; près de 10% des animaux (comme les lapins) qui passent par les chaînes d'abattages et dont l'étourdissement, du fait des cadences infernales, est raté ou insuffisant, se réveillent lors de l'égorgeage, voire de l'échaudage ou même du dépeçage... Sans parler des homards ou des crabes ébouillantés vivants, des escargots mis à dégorger dans du sel, des grenouilles découpées vives ou des innombrables autres animaux assassinés directement dans les fermes et les élevages domestiques... Bref, les animaux qui sont étourdis avant d'être « abattus » ne sont qu'une infime minorité parmi les myriades que nous faisons tuer pour les manger. Une telle campagne montrerait donc l'hypocrisie et le parti-pris unilatéral des dénonciations des seuls abattages rituels comme se faisant « sans étourdissement », tout en informant la population de la réalité horrible des « mises à mort » habituelles – une information très choquante qui ne pourrait qu'être profitable à la cause animale dans son ensemble. Elle permettrait en outre de regagner la sympathie de millions de personnes qui se sentent aujourd'hui injustement la cible de campagnes xénophobes. Et, peut-être, de tisser des liens et d'initier de fructueuses alliances avec des mouvements anti-racistes ou plus généralement pour les droits humains.

## Conclusion

Le développement d'un mouvement simplement végétarien ou vegan n'est pas l'avenir que je souhaite pour le mouvement animaliste, et ce n'est pas pour cela que je me bats. Au début du renouveau du mouvement animaliste contemporain (au début des années 1990), nous avons eu la chance d'échapper, en France, à la définition de soi comme « vegan », à laquelle était plutôt préférée initialement celle d'« antispéciste », puis plus tard parfois celle de « partisan des droits des animaux ». L'enjeu est important, que nous continuions à nous présenter à la face du monde par un projet politique qui concerne la société tout entière, qui ne soit pas rattaché à des comportements personnels, surtout pas des comportements perçus comme alimentaires. Que la charge émancipatrice dont nous sommes porteurs ne soit pas désamorcée en nous rangeant comme végétariens à côté des crudivores, des slow-food ou des macrobiotes. Bref, que nous agissions clairement comme vecteurs d'un changement de notre société, dans la continuité des luttes pour l'égalité humaine et des abolitions qu'elles ont entraîné.

Cela ne nous empêche bien évidemment pas d'être végétariens, végétaliens et vegans. C'est même symboliquement très important. Mais à se focaliser sur ce seul point, on restreint ou même enterre la lutte. Il faut arrêter de croire que c'est notre propre cohérence au quotidien qui est déterminante et que c'est par le type de consommation que nous adoptons individuellement que nous allons changer le monde. Il nous faut arrêter de nous contempler l'estomac.

Le livret *La Végéphobie ou le rejet du végétarisme...*, déjà cité, contient des analyses politiques importantes. Non des moindres est l'idée que le fait que nous nous définissions comme végétariens

intensif et des mesures énergiques pour faire baisser la consommation de produits d'origine animale »<sup>118</sup>. Qu'un tel appel ait été possible constituait déjà une petite révolution. Cette première rencontre avec le monde de l'écologie a permis ensuite à L214 et l'AVF d'organiser en 2010 une soirée au sein de l'Assemblée nationale, comptant sur la participation d'élus de divers camps, sur la nécessité de réduire la production et la consommation de viande<sup>119</sup>.

Par ailleurs, de nombreux paysans ou exploitants agricoles sont révoltés de la place gigantesque prise par l'élevage, les superficies exigées, les pollutions qui en découlent, et, bien sûr, l'immense souffrance animale générée. Qu'une critique émerge du monde agricole lui-même est un élément important à encourager. Parmi les éleveurs eux-mêmes, ou autres ouvriers du secteur de l'élevage, de la pêche ou de l'agro-alimentaire, des voix encore très minoritaires commencent à se faire entendre, qui contestent l'élevage pour lui-même, la viande en soi. De fait, quelques éleveurs déjà refusent d'envoyer leurs bêtes à la mort – et se retrouvent avec des troupeaux plus ou moins importants que seules les primes agricoles leur permettent d'entretenir. Ces refus de tuer devraient se multiplier à l'avenir et constituent d'ores et déjà des exemples qu'il importe de faire connaître au grand public<sup>120</sup>.

Enfin, il serait bon, au moins dans certains cas, de jumeler les luttes contre le spécisme, le racisme, le sexisme, l'âgisme, voire le validisme<sup>121</sup>, du fait que ces oppressions/discriminations se sont historiquement co-construites et reposent sur des *patterns* similaires qui s'entrecroisent et se confortent les uns les autres. Mais hélas, dans la pratique, ce sont pour l'instant surtout des militants antispécistes qui ont essayé de construire des ponts vers les autres luttes, sans qu'il y ait jamais eu beaucoup de retours positifs ni qu'il en ait résulté de partenariats fructueux.

Pourtant, des luttes conjointes entre divers mouvements seraient tout à fait possibles ; par exemple, une campagne contre les violences masculines, dénonçant la virilité comme une identité sociale valorisée alors que fondée sur le besoin de domination, et dénonçant l'absence d'empathie, la volonté de se montrer dur, de coller à un modèle « inhumain », et les violences qui en résultent... pourrait être menée au nom de la libération tant des enfants que des femmes et des animaux<sup>122</sup>.

Une campagne surfant sur les vagues racisantes d'hostilité aux abattages halal ou casher, pourrait dénoncer le fait que dans les faits l'immense majorité des meurtres « alimentaires » commis en France sont de même toujours pratiqués sans étourdissement ; peut-être cent milliards de poissons

<sup>118</sup> <http://www.viande.info/soutien-greve-viande>

<sup>119</sup> <http://www.viande.info/Assemblee-nationale-19-mai>

<sup>120</sup> Cf. par exemple le Domaine des Douages, qui entretient quelques 750 brebis autrefois destinées à produire de la viande d'agneau.

<sup>121</sup> La discrimination dont sont victimes toutes les personnes qui ne correspondent pas à l'image d'une l'humanité maîtresse de ses « fonctions » corporelles et mentales : « malades » mentaux comme handicapés physiques, etc.

<sup>122</sup> Cf. Andrew Linzey, *Le Lien. Violence sur les animaux et les humains*, éd. One Voice, 2012. une compilation d'études portant sur ce sujet : <http://www.one-voice.fr/wp-content/uploads/2013/10/-LeLienOV2013.pdf>

## La question de la viande est un problème de société

Yves Bonnardel

Nos sociétés sont fondées sur l'exploitation animale. Celle-ci forme système. Système social, système politique. Tout comme par exemple le patriarcat ou l'esclavage forment des structures sociales et politiques élaborées, l'exploitation animale implique un système organisé d'appropriation sociale des animaux et de leurs productions. Du simple fait qu'ils ne sont pas humains, ils sont des biens, des marchandises, acquérables soit par capture ou meurtre, soit par achat, échange ou don. Ce système d'appropriation et d'exploitation, système politique, nous l'appelons selon ses particularités : *élevage, chasse, pêche*, en tant que ce sont des pratiques définies socialement, encadrées juridiquement et défendues idéologiquement.

L'exploitation animale, comme toute autre forme d'exploitation, implique l'existence d'un système idéologique complexe qui vise à la rendre acceptable moralement : à la banaliser, à la justifier, à l'entériner, et enfin à empêcher sa remise en question. Cette idéologie, nous l'appelons *spéciste*. Le mot « spécisme » est calqué sur les mots « racisme » ou « sexisme », et désigne la discrimination arbitraire, injuste, fondée sur l'appartenance d'espèce d'un individu. Il s'agit d'une autre façon de nommer l'idéologie fondamentale de nos sociétés contemporaines : *l'humanisme*<sup>1</sup>. Ce système, spéciste ou humaniste, est le système dans lequel nous baignons dès notre naissance, à tel point qu'il nous apparaît normal, naturel, évident, logique, sain.

Il a fallu attendre des travaux importants de philosophie morale, dans les années 1970, pour qu'on en vienne à le remettre en question. En 1975, Peter Singer publie *Animal Liberation*, où il explique que la notion d'égalité sur laquelle nos sociétés sont censées se fonder, ne peut logiquement être défendue comme s'appliquant aux seuls humains en excluant les autres animaux. Au contraire, elle ne peut qu'inclure l'ensemble des êtres sentients. L'égalité, précise-t-il, ne consiste pas en une description d'un état de fait, mais en une prescription de type moral : lorsqu'on dit par exemple que tous les humains sont égaux, on n'affirme pas qu'ils sont tous identiques, mais simplement qu'on doit tous les traiter de façon égale ou, comme le dit Singer, qu'on doit peser leurs différents intérêts sur une même balance, leur accorder autant de poids, indépendamment de la personne de qui ils sont les intérêts. De même, lorsque Singer affirme que « tous les animaux » sont égaux, il expose simplement que nous devrions prendre en considération leurs intérêts (à vivre et à vivre bien, à ne pas souffrir, etc.) au même titre que les

<sup>1</sup> Cf. Collectif, *Luc Ferry ou le rétablissement de l'ordre. L'humanisme est-il anti-égalitaire ?*, éd. tahn party, 2002. Il y a à distinguer entre divers sens du mot « humaniste » ; il désigne par exemple un mouvement historique de la Renaissance ; ce n'est pas lui qui nous occupe ici. Le mot désigne également l'idéologie affirmant la suprématie humaine (ou : le fait d'accorder à l'humanité la valeur suprême). De fait, nous avons indûment associé à l'humanité l'ensemble des valeurs morales positives : bonté, générosité, tolérance, égalitarisme, droits humains... Cf. David Olivier, « Pour un radicalisme réaliste », *Cahiers antispécistes* n°17, avril 1999, <http://www.cahiers-antispécistes.org/spip.php?article137>.

nôtres propres. A la suite de Singer, de nombreux autres philosophes sont arrivés à des conclusions similaires : ne pas tenir compte des intérêts des autres animaux est injustifiable, et ils devraient se voir reconnus la protection de leur vie et de leur qualité de vie, se voir par exemple reconnus des droits fondamentaux.

Il s'agit là d'éthique universaliste : les notions d'égalité, de justice, etc. qui sont mobilisées par Singer et par bien d'autres (Tom Regan, Sapontzis, etc.) sont censées s'appliquer à tous et en toutes circonstances. En conséquence de quoi, il serait logique de se battre pour que ce fait soit reconnu : les discriminations dont sont victimes les animaux, du simple fait qu'ils ne sont pas humains (ou du fait qu'ils ne se voient pas reconnaître des qualités perçues comme essentiellement humaines, comme l'intelligence, la raison, l'abstraction, etc.) ne sont pas justifiables, ne sont pas justes, et doivent donc être abolies... de la même façon, et pour les mêmes raisons, que des discriminations intra-humaines (racistes, sexistes, etc.) ne sont pas défendables et doivent disparaître. Ces questions débordent les simples actes d'individus ; elles concernent l'organisation d'une société dans son ensemble et doivent être posées à un niveau collectif et non purement individuel.

Or, le mouvement animaliste actuel répugne à poser le problème de l'exploitation animale comme un problème politique, qui concerne chacun et doit s'imposer à chacun. Au vrai, cette répugnance s'adresse surtout au problème de la viande et des sous-produits animaux. Concernant la corrida, la fourrure, les combats de coq, les cirques, l'expérimentation, le gavage, les militants adoptent par contre spontanément une approche presque exclusivement politique, en lançant des campagnes sur le long terme, en ciblant des adversaires, en réclamant l'interdiction.

Lorsque nous parlons ici de « politique », précisons bien que nous ne parlons pas particulièrement de politique politicienne, des partis, des élections, des candidats. Suivant l'étymologie du mot, nous parlons de l'organisation de la cité (*polis*), de l'organisation de la vie collective, de la société : c'est-à-dire, des institutions, des rapports sociaux, des coutumes, des lois, de la culture, des idéologies, etc. Nous parlons des mouvements à développer pour changer notre structure sociale, pour aller vers un monde meilleur. Nous parlons de faire de la politique comme la font les syndicalistes, les féministes, etc., c'est-à-dire, les mouvements de contestation sociale. Bref, nous parlons d'analyser la complexité de ce que nous voulons voir disparaître, de réfléchir aux moyens à mettre en œuvre dans ce but et de réussir à nous organiser collectivement.

L'exploitation animale est massive, tellement massive qu'elle apparaît inconcevable : elle concerne des milliers de milliards d'animaux.

Il s'agit essentiellement d'animaux marins (poissons...), qui sont eux aussi hélas des animaux sentients, qui éprouvent plaisir et souffrance, joies et peines, peur, angoisse, terreur. Ils constituent plus de 98% de l'ensemble des animaux qui sont capturés ou élevés, puis tués, pour nous servir de matière première (nourriture humaine, « fourrage » animal)<sup>2</sup>.

La quasi-totalité des animaux exploités et opprimés restants sont constitués des animaux vertébrés terrestres tués eux aussi pour la boucherie : les « volailles », les vaches, les cochons, les lapins, sont tués en masse : ils sont 60 milliards à être massacrés chaque année pour nous

<sup>2</sup> Cf. le livret *Poissons. Le carnage*, éd. tahin party, 2009, téléchargeable sur Internet.

les animaux<sup>116</sup>.

Prendre ainsi des catégories fondatrices de notre ordre social, comme les notions d'égalité ou d'universel, pour signer en quelque sorte notre discours, assume sa portée subversive : c'est paradoxalement faire advenir la question animale pleinement à l'existence, c'est casser un tabou, le monopole de cet universel que s'est arrogé frauduleusement l'humanité. L'humanisme est un particularisme, et même un chauvinisme, de même que l'égalité humaine n'est qu'une sous-catégorie de l'égalité (animale) qui ne peut prétendre à aucun privilège significatif.

Tant que la question animale ne sera pas publiquement problématisée comme une question de morale universaliste et une question politique de plein droit, il restera difficile de s'allier avec quelque mouvement politique que ce soit. Les mouvements d'émancipation humanistes ne perçoivent pas la question animale comme une question progressiste, mais au contraire comme une question qui au mieux reste cantonnée dans la sphère privée, et au pire est réactionnaire parce que semblant remettre en question les acquis rassurants (croient-ils) de la fin de la deuxième guerre mondiale : à savoir, la séparation claire et nette des humains et des autres animaux, les premiers ne devant jamais, au grand jamais, être rapprochés des animaux, au risque d'être traités *comme tels*. C'est un véritable travail d'explicitation et de clarification idéologique qui reste donc à faire et à continuer, dont l'importance devrait se révéler cruciale à l'avenir. Ce travail a été commencé ces deux dernières décennies par les *Cahiers antispécistes*, mais n'est guère relayé ni sur Internet ni dans les médias par les militants, qui semblent n'en pas percevoir la nécessité.

Il nous faut faire l'effort de nous allier au maximum avec des mouvements autres que animalistes, pour ne pas rester cantonnés à un « petit milieu » aisément repérable et stigmatisable et pour progressivement donner une assise la plus large possible à nos préoccupations. De fait, nos alliés sont possiblement nombreux. Bien que le mouvement animaliste soit plutôt anti-humaniste (dans la mesure où il peut légitimement associer humanisme et spécisme), il partage avec les humanistes actuels des valeurs telles que l'égalité, la justice, le refus des discriminations arbitraires, les solidarités inter-catégories...

C'est une alliance de ce type qui a été tentée en 2009 à l'occasion du sommet de Copenhague pour la réduction des gaz à effet de serre (Conférence des Nations-unies sur le climat) : l'équipe du site viande.info a organisé une grève de la viande revendiquée publiquement par des personnalités diverses, issues majoritairement du monde de l'écologie, pour attirer l'attention sur l'impact désastreux de cette industrie sur la planète<sup>117</sup>. Ça a été l'occasion pour plusieurs de ces personnalités – et dans une certaine mesure pour les mouvements qu'elles représentent – de prendre conscience de la gravité de la question de la production de viande, y compris pour les animaux eux-mêmes. Cela a donné lieu à un appel, intitulé pour la circonstance « Appel des dix », qui proclame : « Nous exigeons dès aujourd'hui une reconnaissance de l'impact de la viande sur l'environnement, la sous-alimentation humaine et la souffrance animale. Nous réclamons un moratoire sur l'élevage

---

ainsi « naturalisées ».

<sup>116</sup> Ce point aussi a été développé dans différents articles des cinq premières années de parution des *Cahiers antispécistes*.

<sup>117</sup> Cf. <http://www.viande.info/sommet-copenhague-greve-viande>

secteurs autres que animalistes de s'y intéresser et de prendre fait et cause pour la lutte pour l'égalité animale.

Cela signifie par exemple qu'il peut être intéressant de cesser de mentionner d'emblée la question animale, pour rester dans un cadre général. Une association peut s'appeler « collectif pour l'égalité », par exemple, qui ne mentionne par particulièrement qu'il s'agit d'égalité *animale* : la notion d'égalité implique nécessairement, logiquement, la notion d'égalité animale, qui comprend simplement en son sein celle d'égalité humaine. Alors, pourquoi s'évertuer à préciser ? Est-ce qu'une action, un communiqué de presse concernant la question animale, mais signé « collectif pour l'égalité », n'a pas au final plus d'impact dans l'esprit des gens, ne bouscule pas plus les catégories spécistes que l'on a tous intégrées, que si on précise « égalité animale » comme s'il s'agissait d'une forme d'égalité spécifique ?

De même nous devrions refuser d'user de l'expression « éthique animale » car son usage sous-entend qu'il y aurait l'éthique humaine d'un côté et l'éthique animale de l'autre, alors qu'il s'agit justement – au contraire ! – d'une *même* éthique, même si elle est destinée à être déclinée différemment dans la pratique (les animaux n'ont que faire de certains droits « de l'homme », par exemple). De façon générale, nous devrions refuser tout ce qui entérine une sorte d'apartheid, de distinction ou de différenciation arbitraire entre humains et autres animaux. De même qu'à l'époque de l'esclavage, il n'était pas indifférent qu'il existât d'un côté un Code civil concernant tous les Blancs et perçu comme déterminant le droit commun, et de l'autre un Code noir concernant spécifiquement les esclaves : la distinction entérinait l'abîme qui séparait les uns et les autres.

De même, il est intéressant de se définir politiquement et publiquement comme égalitaristes ou comme universalistes plutôt que comme animalistes : ce sont nous autres militants contre le spécisme qui incarnons (au niveau du discours, tout du moins) l'exigence de justice, qui soutenons véritablement la revendication d'égalité. C'est nous qui prônons l'universel : qui œuvrons pour l'application d'une morale véritable, pour la prise en compte exhaustive des intérêts des autres, etc<sup>113</sup>. Nous n'avons pas besoin de « restreindre » (dans l'esprit de nos interlocuteurs) la portée de notre discours en précisant « animal », comme s'il s'agissait d'une sous-catégorie, alors qu'il s'agit au contraire de la catégorie qui englobe toutes les autres<sup>114</sup>.

De même, on peut argumenter en faveur de l'égalité à partir d'une position anti-naturaliste, c'est-à-dire d'un point de vue universel de rationalité et de logique, plutôt que « animaliste » : c'est parce que l'on refuse le naturalisme que l'on est pour l'égalité, contre les discriminations fondées supposément en « nature »<sup>115</sup>, ce qui implique bien sûr l'égalité de tous les êtres sentients, de tous

<sup>113</sup> Cf. Paola Cavalieri, « Réflexions », dans les *Cahiers antispécistes* n°3 (avril 1992) : « Notre défense des êtres sensibles placés au plus bas de la chaîne de l'exploitation [...] fait de notre lutte pour l'égalité la lutte pour l'égalité. » (souligné par l'auteure).

<sup>114</sup> Je dis cela parce que je suis convaincu que les plantes ni les pierres ni les rivières ne sont sensibles, sentientes, et que par raccourci, j'assimile « animal » à « sentient », bien que les individus de quelques espèces animales (les éponges, les méduses, certains mollusques...) ne soient pas sentients. Pour être rigoureux, je devrais plutôt parler d'« égalité sentiente ». Cf. le texte « A propos de la sensibilité que certains attribuent aux plantes » dans les *Cahiers antispécistes* n°5, décembre 1992, <http://www.cahiers-antispecistes.org/spip.php?article40>.

<sup>115</sup> Le racisme, le sexisme, le spécisme ou l'âgisme constituent de telles discriminations, qui postulent des « natures différentes », « inférieures », censées justifier la privation de droits des individus des catégories

servir de nourriture. Les autres animaux exploités, bien qu'encore extrêmement nombreux à souffrir, sont pourtant en comparaison en nombre dérisoire : en France sont par exemple sacrifiés à l'expérimentation animale quelques 1 à 3 millions d'animaux, quand 1 milliard 200 millions d'animaux vertébrés terrestres (dont 800 millions de poulets de chair) sont abattus pour leur viande, et sans doute plus de 100 milliards de poissons<sup>3</sup>.

L'exploitation des animaux résulte aussi de la consommation des « sous-produits animaux » : les conditions d'exploitation pour produire des œufs ou des laitages sont les mêmes que pour produire des chairs, et les deux économies sont liées : les animaux qui produisent œufs ou laits sont menés à l'abattoir dès qu'ils voient leur productivité baisser. Mais le nombre d'animaux exploités pour ces « sous-produits » est lui aussi relativement faible en comparaison du nombre total d'animaux exploités et tués directement pour leur chair : en France sont tout de même concernées quelque 50 millions de poules pondeuses (auxquelles il faut rajouter autant de poussins mâles qui, ne pondant pas, sont exterminés à la naissance), et quelques dizaines de millions de vaches « à lait » (ainsi que des brebis, des chèvres, etc.).

Nous l'avons dit, nos sociétés se sont fondées sur l'exploitation animale, tant matériellement que idéologiquement. Matériellement, puisque historiquement, nous avons exploité aussi bien la force de travail des animaux (labour, trait, monte, chasse...) que leurs productions corporelles (leur chair, leur poils, leurs os ou dents, leur cuir ou peau, leurs petits, leurs œufs ou laits...). Dans le même temps, nous les avons aussi exploités identitairement et idéologiquement, en leur retirant toute importance et en nous octroyant par contraste une valeur censée être infinie. Notre puissance et notre domination à leur encontre nous ont permis de nous concevoir comme les maîtres du monde, les rois de l'univers<sup>4</sup> ; comme des êtres supérieurs, ayant un droit à la vie inhérent à notre nature d'élection, et ayant par contre droit de vie ou de mort, d'us et abus, sur tous les autres êtres sentients. Nous avons pu développer une vision extrêmement valorisée de nous-même comme prédateurs, et même comme super-prédateurs. Nous nous voyons comme le couronnement de la création, trônant au sommet de la chaîne ou de la pyramide alimentaire, etc.<sup>5</sup>

La consommation de viande (si l'on veut bien entendre par ce terme toutes chairs d'êtres sentients, donc également la chair des poissons) semble une pratique fondamentale de nos sociétés, extrêmement importante symboliquement et pratiquement. La viande trône au centre

<sup>3</sup> On trouvera les chiffres référencés sur le site <http://www.viande.info/> et pour les poissons, sur le site de <http://fishcount.org.uk>. Cf. Alison Mood, « Combien de poissons sont pêchés en mer ? » et « Le pire a lieu en mer », dans les *Cahiers antispécistes* n°34, janvier 2012 (tous les articles des Cahiers sont téléchargeables gratuitement sur Internet).

<sup>4</sup> Ceci est bien sûr surtout valable pour ceux qui sont dominants parmi les humains eux-mêmes, qui se sont approprié ce statut extraordinaire de « rois de l'univers » de façon plus ou moins exclusive en reléguant par contre les autres humains (comme les femmes, les « idiots », les enfants ou les colonisés...) à des statuts/rôles subalternes, voire en les « animalisant » comme ils avaient déjà « animalisé »... les animaux. Ce « nous » par lequel je désigne « les humains » a beau s'être démocratisé aujourd'hui, il désigne donc des réalités assez diversifiées parmi les humains, selon les catégories plus ou moins dominées auxquelles ils sont eux-mêmes assignés. « Nous » sommes néanmoins tous formellement reconnus comme dominants dans le rapport humain/animal.

<sup>5</sup> Sur cette question, voir de nombreux articles des *Cahiers antispécistes*.

des repas et des conversations, et les populations tiennent à leur consommation des chairs des animaux comme à nulle autre forme d'alimentation, et mettent en œuvre des moyens considérables pour la défendre<sup>6</sup>. C'est de toute évidence parce que la viande est une pratique cruciale qui fonde notre distinction en tant qu'humains (on n'est pas des bêtes !), que le problème de l'utilisation des animaux pour la boucherie n'a émergé que ces dernières décennies comme une problématique en soi, pour progressivement prendre toute l'importance qu'il a acquise ces dernières années. C'est parce que les enjeux matériels et identitaires sont extrêmement importants que le tabou sur la consommation de viande, qui touchait même les militants animalistes, n'a commencé à s'effriter que depuis quelques années.

C'est sans doute aussi pour cette raison que la remise en question de cette consommation de chairs animales peine à se développer comme une question politique<sup>7</sup>, qui concerne l'organisation même de nos sociétés, et qui doit être résolue à l'échelle des sociétés elles-mêmes. De fait, la stratégie employée par les militants reste très souvent uniquement la promotion du végétarisme ou du véganisme. Est-ce la seule stratégie envisageable ? Est-ce vraiment la meilleure ?

Il est très important de réfléchir aux moyens que nous mettons en œuvre pour lutter contre ces pratiques de domination et d'exploitation à l'échelle de nos sociétés tout entières. C'est ce à quoi s'emploie cette brochure que vous tenez entre vos mains. N'oublions pas, justement, que c'est nous, et personne d'autre, qui tenons le destin des animaux entre nos mains.

<sup>6</sup> Cf. « La consommation de viande en France : contradictions actuelles », dans les *Cahiers antispécistes* n°13, décembre 1995, <http://www.cahiers-antispécistes.org/spip.php?article97>.

<sup>7</sup> Cf. à ce propos le livret *La Végéphobie ou le rejet du végétarisme pour les animaux et la discrimination des personnes végétariennes. Quelques réflexions à propos des causes, des conséquences et des perspectives de lutte*, qui propose des analyses importantes : <http://fr.vegephobia.info/index.php?post/2012/09/21/Une-brochure-d-analyse-de-la-vegéphobie-!>

De même, lorsque le gouvernement français a passé en septembre 2011 ses décret et arrêté interdisant concrètement d'être végétarien dans la restauration collective, peu de mouvements de défense des droits humains se sont publiquement inquiétés. C'est pourtant le droit de chacun à l'expression de ses convictions qui est ainsi violé par l'État. Une petite touche d'espoir, néanmoins : des associations de parents musulmans ont fait cause commune avec des associations animalistes ou végétaristes pour tenter de faire abroger ces décrets, l'offre végétarienne en cantines offrant une solution simple contentant tous les parti-pris religieux.

Au-delà de leur solidarité avec les militants animalistes, il nous faudrait rechercher la solidarité des militants « humanistes » avec les animaux eux-mêmes ; on est encore loin d'une telle solidarisation. Pourtant, les animaux sont victimes du spécisme, c'est-à-dire d'une discrimination injuste, injustifiable, et les conséquences sont meurtrières et massives. Nous devrions chercher à ce que ce discours ait progressivement droit de cité au sein des organisations qui luttent contre l'injustice et l'arbitraire, y compris des organisations comme la Ligue des Droits de l'Homme, par exemple. Bien souvent, les militants progressistes se pensent humanistes, qui sont en fait sincèrement révoltés contre l'injustice et la souffrance. C'est à nous de les amener à faire la différence, et à voir que la notion de justice s'applique aussi aux non-humains.

L'approche sociologique permet justement de désenclaver la question animale, d'en faire une question d'ordre général. Il s'agit bel et bien d'une question de morale universelle : l'idée d'égalité par exemple s'applique à l'ensemble des êtres sentients et ce n'est que par un coup de force injustifiable qu'elle est associée de façon restrictive à l'idée d'humanité. Il s'agit de même d'une question politique puisque cela concerne de façon générale la lutte contre les dominations et les idéologies qui les sous-tendent, qui sont fondées sur des bases communes, bâties sur des modèles parallèles et qui se soutiennent les unes les autres dans une interaction dynamique constante<sup>111</sup>. Plusieurs études de sociologie ou de socio-psychologie montrent par exemple que les opinions sexistes, racistes et spécistes sont corrélées de façon très forte. Plus quelqu'un a des opinions sexistes, plus il y a des chances également qu'il ait des points de vue racistes et spécistes. Et réciproquement<sup>112</sup>. Ce point par exemple est important et a nouvellement amené des universitaires féministes à prendre en considération la question du spécisme. Populariser ces études et présenter la question animale comme un problème d'intérêt social global pourrait permettre à terme à des

<sup>111</sup> Cf. divers articles de David Olivier et de Yves Bonnardel dans les *Cahiers antispécistes* de 1991 à 1997 : « Qu'est-ce que le spécisme ? », « Pour un monde sans respect », « Sale bête, sale nègre, sale gonzesse ! » ou bien « De l'appropriation... à l'idée de nature », « Luc Ferry ou le rétablissement de l'ordre »... De même, le texte « Et si l'humain valait l'homme ? Antisexisme et antispécisme : rapports d'un dominant », dans *Nouvelles Approches des hommes et du masculin*, D. Welzer-Lang (dir.), Presses Universitaires de Toulouse le Mirail, 1999 (tous textes disponibles sur internet).

<sup>112</sup> Cf. Kristof Dhont *et al.*, « Social Dominance Orientation Connects Prejudicial Human–Human and Human–Animal Relations », Université de Gand, Université Brock et autres, 2014. <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0191886913014074> ; cf. aussi la communication de Jonathan Fernandez au VIe Congrès International de Recherches Féministes Francophones de Lausanne (sept. 2012), intitulée « Spécisme, sexisme et racisme : l'égalité peut-elle s'arrêter aux frontières de l'humanité ? », qui est un résumé de ses recherches sur les imbrications de ces idéologies.

A l'inverse, la stratégie de conversion aboutit bien souvent à une dépolitisation de la question animale. Voici par exemple ce qu'on pouvait lire encore récemment sur un blog :

« On intéresserait beaucoup plus de gens au mode de vie végétane si on leur en parlait directement et si on parvenait à faire en sorte que les journalistes (comme les autres) ne voient pas ça comme une agression contre leur culture, mais comme une présentation d'un mode de vie alternatif. »

Mais c'est bien, fort malheureusement, ce qui se passe déjà. Les journalistes qui s'intéressent au véganisme, et même hélas à la question animale, à la revendication d'abolition de la viande, ne trouvent rien de mieux à proposer que de focaliser sur l'aspect « mode de vie », et n'ont rien de plus intelligent à faire que venir tourner des reportages autour des cuisines et des contenus des frigos, au lieu de relayer un discours qui dénonce ce qui se passe dans les élevages, les bateaux de pêche et les abattoirs.

Quand on parle d'abolition de la viande, le seul fait de mentionner le mot d'abolition a un impact considérable dans l'esprit de nos interlocuteurs, qui comprennent immédiatement que des personnes considèrent la question animale comme une question justiciable d'une réponse de l'ensemble de la société, et d'une réponse catégorique, radicale. A l'inverse, proposer aux gens que l'on rencontre de devenir végétariens ou vegans, quelle que soit notre argumentation, laisse entendre d'une façon ou d'une autre que cette question peut être laissée à la libre initiative de chacun, bref, qu'il s'agit d'une affaire privée.

#### 2.4. Se trouver des alliés

Le mouvement de libération animale éprouve des très grosses difficultés à se trouver ou former des alliés. Cela ne lui est pas vraiment imputable à charge : cette situation provient du grand mépris dans lequel sont tenus les animaux et, partant, où sont tenues les considérations animalistes. En découle que la question animale tout au plus est tenue pour une question personnelle, dérisoire ou fantaisiste, ou au mieux secondaire (on aurait dit autrefois : « petite bourgeoise »), se ramenant en fin de compte à des préférences de goûts et couleurs de chacun. En témoigne la difficulté à générer des mouvements de solidarité en dehors du mouvement animaliste lui-même lorsque des militants sont emprisonnés, et cela même lorsque toutes les règles du droit commun sont complètement bafouées. J'en ai déjà parlé, c'est précisément arrivé en 2008 en Autriche et en 2011 en Espagne où des activistes ont vécu des situations kafkaïennes et ont été incarcérés des mois durant sous couvert d'antiterrorisme. S'il s'était agi de n'importe quelle autre cause, le concert de protestations en France aurait été unanime. Dans ces cas précis, l'indifférence est restée de plomb, malgré l'organisation de manifestations de solidarité tentant de briser l'omerta. Ni les mouvements de gauche, si prompts d'habitude à s'émouvoir des répressions, ni la Ligue des Droits de l'Homme ou Amnesty international France n'ont daigné se faire l'écho de ces situations de dénis de droits. Le constat est très préoccupant. La solidarité est inexistante.

# De l'appel à la vertu à l'exigence de justice pour les animaux

Pierre Sigler

## 1. La mobilisation morale

### 1.1 Exigence de justice et appel à la vertu

La philosophie morale se divise en plusieurs branches. La méta-éthique analyse les concepts fondamentaux de l'éthique, l'éthique normative détermine ce qui est bien ou mal, l'éthique appliquée s'occupe de cas concrets... Reste un domaine largement inexploré : la mobilisation morale. Comment, face à un fléau, mobiliser les agents moraux pour y porter remède ?

Je vois deux méthodes possibles : *l'exigence de justice* et *l'appel à la vertu*. L'exigence de justice est de nature fondamentalement politique : elle réclame des changements législatifs, institutionnels ou sociaux. L'appel à la vertu est apolitique : elle demande aux gens d'agir plus vertueusement, de modifier leur comportement individuel. Pour combattre la pauvreté, l'exigence de justice consiste (par exemple) à réclamer l'édification d'un État providence, la mise en place d'un salaire minimum, la constitution de syndicats, une redistribution des richesses généreuse (voire, pour les plus radicaux, un changement complet de système économique et social). L'appel à la vertu consiste à exhorter les gens à être plus charitables, les municipalités à ouvrir une soupe populaire, les patrons à faire un effort vis-à-vis de leurs employés. Il enjoint les pauvres à être plus solidaires les uns les autres. Il leur conseille d'éviter les dépenses inutiles, de faire des économies, de travailler plus dans la mesure du possible, ou de se détacher des désirs matériels.

L'exigence de justice s'exerce à l'échelon collectif. Elle s'adresse aux citoyens. L'appel à la vertu s'exerce à l'échelon individuel. Il s'adresse aux personnes privées : consommateurs, donateurs, croyants, disciples...

Signe de l'apolitisme de l'appel à la vertu, il peut se faire sous un régime autoritaire, alors que l'exigence de justice requiert la démocratie.

### 1.2 La cause du mal

Ces deux approches découlent d'analyses différentes (mais pas antinomiques) des causes évitables des maux. Pour les tenants de l'exigence de justice, les principales causes évitables des maux sont des défauts dans les structures sociales (typiquement, les lois). Pour y remédier,

il faut donc changer la loi, créer, modifier ou démanteler telle ou telle institution, mettre en place des incitations (financières ou autres) pour modifier le comportement des gens (la taxe carbone, par exemple). Pour les tenants de l'appel à la vertu, les principales causes évitables des maux sont les défaillances des agents moraux. Un manque de compassion, un excès de cupidité, des passions trop violentes, un manque d'éducation morale ; bref, le vice. Pour y porter remède, il faut donc s'adresser aux individus, leur faire la morale, stimuler leur compassion (par des reportages poignants, par exemple), les aider à calmer leurs passions violentes (par la prière, la méditation, ou la lecture d'un énième livre sur les sagesses antiques), les informer ; bref, stimuler leur vertu.

Les tenants de l'exigence de justice ne nient pas l'importance des comportements individuels, mais ils pensent qu'on peut les modifier plus efficacement par des mesures politiques qu'en faisant la morale à chacun. Qu'il est plus facile d'agir sur les causes sociologiques des comportements que sur leurs causes psychologiques.

### 1.3 Une stratégie lourde de sous-entendus

Se contenter, pour mobiliser les agents moraux, de l'appel à la vertu n'est pas sans implications néfastes. Cela sous-entend que l'on se base sur une éthique de la vertu, que ce qu'on propose va au-delà de nos obligations morales ou est inaccessible, et que faire autrement est légitime.

#### 1.3.1 Une éthique de la vertu

L'éthique de la vertu est un courant de l'éthique normative qui se donne pour but l'amélioration du caractère des agents moraux, le développement de leurs vertus : la bonté, la générosité, la tempérance, le courage... L'éthique de la vertu est une morale privée, visant à la réalisation de soi, à la vie bonne. Elle s'oppose aux éthiques universalistes, pour lesquelles ce qui est bien ou mal l'est partout dans le monde, indépendamment des opinions de celui qui agit<sup>8</sup>.

L'éthique de la vertu a toujours un parfum d'élitisme. Aristote la réservait aux citoyens. Une école plus contemporaine d'éthique de la vertu s'appelle le perfectionnisme. Comme son nom l'indique, le but de cette morale est de se perfectionner soi-même. Ses contempteurs y voient une doctrine inégalitaire, pour laquelle il faut favoriser dans la société les êtres d'exception. Nietzsche est un représentant exemplaire du perfectionnisme<sup>9</sup>.

Tout appel à la vertu ne découle pas d'une éthique de la vertu. Par exemple, une ONG peut appeler les donateurs à la vertu tout en se basant sur une éthique universaliste (les droits de l'Homme, par exemple). En revanche, quand on se fonde sur une éthique de la vertu, on ne peut mobiliser les agents moraux **que** par l'appel à la vertu. La vertu ne peut venir que d'une impulsion intérieure, pas de la contrainte. Il serait absurde de vouloir interdire la méchanceté ou

<sup>8</sup> Alors que pour l'éthique des vertus, les intentions sont primordiales.

<sup>9</sup> Voir John Rawls, *Théorie de la justice*, paragraphe 50.

l'idée essentielle : l'exploitation animale n'est pas une chose justifiable et doit donc cesser. Si la personne est convaincue, elle pensera d'elle-même à modifier ses pratiques, mais ce ne sera pas l'aboutissement ou la consécration de son engagement, ce sera au contraire une moindre des choses, « une norme minimale de décence pour les animaux »<sup>105</sup>, qui va de soi sans qu'il faille rester hypnotisée et tétanisée. Son engagement, peut-on supposer, mettra plus l'accent sur le changement de société souhaité que sur ce qui transite par son œsophage. L'idée de stopper l'exploitation garde ainsi une place centrale, sans se polariser sur ce que chacun décide de boycotter concrètement au quotidien. Bref, un tel tract minimise le risque que notre estomac personnel devienne le tombeau de notre engagement politique envers les autres animaux.

Fin janvier 2011, une Marche pour l'abolition de la viande était organisée à Paris par trois associations nationales<sup>106</sup>, à l'occasion de la Semaine Mondiale pour l'Abolition de la Viande (SMAV)<sup>107</sup> ; et à l'occasion d'une autre de ces SMAV était organisée en septembre 2011 par l'association L214 une action de présentation d'animaux morts<sup>108</sup> dans la capitale. Le beau texte lu à cette occasion<sup>109</sup> concluait notamment : « Nous n'avons pas besoin de prendre la chair, le lait ou les œufs des animaux pour satisfaire nos besoins alimentaires. [...] Ensemble, faisons que cela cesse. Il est temps d'évoluer vers une société moins violente. Stoppons l'élevage et la pêche. » Le message est abolitionniste, et non seulement végétariste ou véganiste : il parle bien d'agir ensemble, collectivement, pour que la société change, pour que l'exploitation soit stoppée. Le fait que nous n'ayons pas besoin de produits de l'exploitation n'est pas affirmé ici dans le but que chacun devienne végétarien ou vegan, mais bien dans le but de montrer qu'il est possible que la société toute entière renonce à la domination. Evidemment, les individus en tirent aussi la conclusion qu'ils peuvent refuser de collaborer à l'exploitation. Mais le message premier, c'est qu'il faut que la société change et qu'on lutte ensemble dans ce but. C'est typiquement un message politique.

Je trouve erroné l'usage du terme « abolitionniste » fait par Gary Francione dans ses écrits. Effectivement, il veut l'abolition. C'est son objectif, comme le mien. Mais je ne crois pas que les moyens qu'il préconise soient abolitionnistes. Le véganisme n'est pas une stratégie abolitionniste, mais bien plutôt « quotidienniste », en ce sens qu'elle demande simplement aux individus de changer leur quotidien. La stratégie pour laquelle a opté L214 me paraît plus justement qualifiable d'abolitionniste, en ce sens qu'elle s'adresse à l'ensemble du corps social, qu'elle tente d'influer sur les tendances culturelles globales, etc. – même lorsqu'elle s'attaque aux seuls élevages en batterie et non à l'ensemble de la filière avicole. Il me semble que la question essentielle n'est pas tant : « Faut-il réformer l'industrie ? »<sup>110</sup>, mais : « Faut-il engager la lutte comme tout autre mouvement de contestation politique qui se donne les moyens de ses objectifs ? »

<sup>105</sup> Pour reprendre la formule de Dan Cudahy : <http://vegan.fr/2011/12/10/le-veganisme-comme-norme-minimale-de-decence/> ; la même idée avait été formulée déjà en 1989 par David Olivier dans la brochure collective *Nous ne mangeons pas de viande pour ne pas tuer d'animaux*, dans un texte intitulé « La moindre des choses », lisible aujourd'hui sur son site (<http://david-olivier.info/>).

<sup>106</sup> L214, l'Association Végétarienne de France et CLEDA.

<sup>107</sup> Cf. le site <http://meat-abolition.org/> consacré à l'organisation de trois SMAV chaque année.

<sup>108</sup> Cf. <http://www.l214.com/cadavres-animaux-paris-saint-michel-2011>

<sup>109</sup> Cf. <http://www.l214.com/201109-texte-abolition-viande>

<sup>110</sup> Cf. <http://lesquestionscomposent.fr/debat-faut-il-reformer-lindustrie/>

brochure.

Notre difficulté à prendre en compte l'aspect politique, social, culturel et revendicatif de la lutte, n'est certainement pas le fait des individus, mais bien de l'idéologie véganiste. Ce ne sont pas les individus qui sont myopes, c'est cette idéologie qui nous aveugle.

Il nous faut bien sûr aussi organiser des actions qui s'adressent aux gens : des actions pour l'abolition de la viande, des actions contre le spécisme, pour l'égalité animale, etc. ; des présentations/débats, des actions « sang des bêtes »<sup>101</sup>, des articles, etc. Il n'est d'ailleurs pas utile de systématiquement parler de végétarisme ou de végétalisme dans ce type d'actions, parce que ce n'est bien souvent pas nécessaire : l'expérience montre que s'ils sont convaincus du bien-fondé de notre perspective, les gens en viennent généralement naturellement d'eux-mêmes à devenir végétariens. Et ce n'est pas ce qui importe le plus. Importe qu'ils comprennent notre démarche, nos idées, qu'ils en discutent, s'y intéressent, en parlent ; que les remises en question égalitaristes ou abolitionnistes imprègnent progressivement la société. Le reste arrive de surcroît, et insister sur les aspects pratiques peut même carrément se montrer contre-productif – non pas parce que ça dissuaderait particulièrement les gens, mais parce que ça laisserait croire que notre visée serait que chacun change son mode de consommation dans son coin, au lieu que l'objectif soit que la société dans son ensemble change.

On peut se demander en effet dans quelle mesure l'insistance mise par de nombreux militants sur le végétarisme ou le veganisme n'a pas pour effet de minorer la revendication d'abolition et la lutte contre le spécisme : ce sont des luttes politiques comme la lutte contre le racisme ou le sexisme, qui demandent des moyens politiques, des revendications, des manifestations publiques qui s'adressent à l'ensemble de la société. Elles ne demandent pas simplement des pratiques individuelles de « non-compromission » dans l'exploitation, comme si celle-ci relevait uniquement des individus et non d'un système social, comme si celle-ci allait disparaître parce que les objecteurs allaient se multiplier et submerger par leur nombre les acteurs de l'oppression. De nombreux tracts militants par exemple sont focalisés sur ce que doit manger chacun, et parlent à peine d'interpeller la société pour remettre en question la légitimité de l'exploitation<sup>102</sup>. Le veganisme ou le végétarisme en tant que pratiques sont une excellente chose, à condition qu'ils ne nous fassent pas perdre de vue qu'il nous faut changer le monde et que ça passe par l'action politique et non par des changements de mode de vie individuels<sup>103</sup>...

Un tract pour l'égalité animale qui ne parle pas de végétarisme ou de végétalisme peut être beaucoup plus concis ainsi, et être même autrement percutant<sup>104</sup>. Il va droit à l'essentiel. Dit autrement : il évite de s'embourber à détailler ce qui n'est qu'une conséquence logique pratique individuelle : le végétarisme ou le veganisme. N'en parlant même plus, il laisse chacun mijoter avec

<sup>101</sup> Si vous ne connaissez pas, chercher sur Internet ou regardez sur le site [animauzine.net](http://animauzine.net) : ce sont des actions « contre le spécisme et pour l'abolition » qui ont été assez courantes il y a quelques années.

<sup>102</sup> Par exemple ceux-ci : [http://www.abolitionistapproach.com/media/pdf/ARAA\\_Pamphlet\\_French.pdf](http://www.abolitionistapproach.com/media/pdf/ARAA_Pamphlet_French.pdf) et <http://vegan.fr/media/pdf/tract-emancipationanimale.pdf>

<sup>103</sup> Cf. par exemple cet intéressant fil de discussions, sur le blog de Sandrine Delorme : <http://afleurdeplume.over-blog.com/article-efficacite-96167452-comments.html#anchorComment>

<sup>104</sup> Cf. les discussions autour d'un tract, avec l'article « Efficacité !!! » de Sandrine Delorme, sur son blog : <http://afleurdeplume.over-blog.com/article-efficacite-96167452.html>

décréter le courage. À la limite, on manifeste plus facilement sa vertu dans un monde exécrable que dans un monde idyllique : un végan doit faire preuve de plus de vertu (de force morale) en vivant dans un monde spéciste que dans un monde non spéciste.

Ainsi, un courant de pensée qui n'utiliserait que l'appel à la vertu donnerait l'impression de procéder d'une éthique de la vertu et par conséquent de proposer une éthique personnelle. À plus forte raison si le comportement qu'il veut propager apparaît au public comme une ascèse prenant la forme d'une liste d'interdits, ou si ce groupe de personnes se définit par leur comportement et non par leur idéologie.

### 1.3.2 Des actes surrogatoires

Par définition, l'exigence de justice énonce des obligations (« il faut interdire l'excision », « il faut mettre fin aux discriminations contre les étrangers »). Alors qu'en règle générale, les actes qu'encourage l'appel à la vertu sont surrogatoires, c'est-à-dire qu'ils vont au-delà de nos obligations morales. Donner à une œuvre de charité est considéré comme une chose bonne, mais pas comme une obligation morale. Acheter des produits issus de l'agriculture biologique ou du commerce équitable est considéré comme moralement bon, mais acheter des produits issus de l'agriculture et du commerce conventionnels n'est pas perçu comme immoral.

C'est logique : si un acte est vraiment condamnable, on doit vouloir l'interdire. Si on donne juste des recommandations, c'est que l'on ne pense pas qu'il soit légitime de l'interdire. Ou qu'on croit l'interdiction irréalisable.

### 1.3.3 Une utopie inaccessible

Souvent, ceux qui appellent à la vertu se refusent d'exiger des changements sociaux quand ils pensent que ces changements sont impossibles, que ce qu'ils proposent est faisable par une petite minorité très motivée, mais hors de portée du commun des mortels.

L'idée sous-jacente est :

– soit que toute réforme politique est impossible. Ne reste plus qu'à promouvoir une morale personnelle pour mieux vivre.

On a observé ce basculement dans la Grèce antique. Pour mettre en pratique leurs principes éthiques, les philosophes de l'Athènes classique ont eu une approche politique : ils ont imaginé des cités idéales, de nouvelles constitutions, des réformes politiques et économiques. Mais, à l'époque hellénistique (celle des royaumes grecs consécutifs aux conquêtes d'Alexandre), les démocraties directes en Grèce furent remplacées par la royauté, puis par l'Empire (romain). Comme le changement politique devenait impossible, sont montées en puissance les morales et sagesse personnelles : le cynisme, l'épicurisme, le stoïcisme...

– soit que la nature humaine est mauvaise et irréformable. Ne reste plus alors qu'à se rabattre sur une morale de la vertu aristocratique.

Souvent les religions adoptent ce point de vue. La charité chrétienne consiste à soulager la souffrance, la pauvreté, mais pas tellement à lutter contre ses causes. La souffrance est due au péché originel, elle est donc inhérente à la nature humaine (voire méritée). En outre, dans la morale chrétienne traditionnelle, on ne se préoccupe que secondairement des conséquences (on les laisse à Dieu), le but de l'éthique est de se comporter vertueusement pour racheter ses péchés.

La non-violence hindouiste est aussi un idéal inaccessible. L'accent est mis sur la bienveillance de l'agent, sa compassion, le but étant d'améliorer son karma par la vertu. La souffrance est méritée (on souffre d'autant plus qu'on a un mauvais karma, c'est-à-dire qu'on n'a pas été vertueux dans une vie antérieure). Il n'y a donc pas lieu d'abolir les castes, de traiter mieux les intouchables, de réduire les inégalités sociales, etc.

### 1.3.4 Les autres opinions sont légitimes

En utilisant exclusivement l'appel à la vertu, on sous-entend aussi que les choses qu'on critique sont légitimes, même si on arrive à faire comprendre qu'on les trouve immorales, car tout ce qui est immoral n'est pas illégitime. Par exemple, on peut être en désaccord complet avec un courant politique, considérer que, au pouvoir, ses représentants prennent des mesures iniques, et néanmoins considérer que ce courant a sa place en démocratie, qu'il serait mauvais de l'interdire, et désastreux d'instaurer un parti unique, aussi bonnes soient ses idées.

On peut aussi renoncer à toute exigence de justice par relativisme moral<sup>10</sup>, c'est-à-dire en adhérant à une théorie morale particulière tout en pensant que les autres « systèmes de valeur » sont pareillement légitimes.

### 1.4 L'activation de nos intuitions « éthique de la vertu »

Nous n'a pas besoin de connaître explicitement l'éthique de la vertu pour penser dans ce cadre. Notre sens moral fonctionne beaucoup à l'intuition (Haidt, 2001). Parmi ces intuitions, issues de notre histoire évolutive, certaines relèvent de l'éthique de la vertu. Avant de s'engager dans une coopération avec autrui, il est essentiel d'évaluer sa fiabilité. Pour ce faire, il faut, en se basant sur son comportement passé, se faire une idée du genre de personne qu'il est (quelles sont ses qualités et ses défauts, ses vices et ses vertus). Ainsi, nous pouvons utiliser les concepts, raisonnements et catégories de l'éthique de la vertu sans le savoir. Un appel à la vertu active, sans que nous nous en rendions forcément compte, la partie « éthique de la vertu » de notre sens moral.

<sup>10</sup> Il ne faut pas confondre le relativisme moral avec le nihilisme moral, qui nie toute valeur de vérité aux propositions morales, et même l'existence des propositions morales.

Or, ici, c'est bien de cela qu'il s'agit. Il est illusoire actuellement, pour obtenir quelque gain que ce soit, d'arriver à faire plier un gouvernement qui se met tout entier au service de l'agro-industrie<sup>98</sup>. Restent les acteurs privés, les circuits de la grande distribution, sur lesquels on a quelques moyens de pression à notre portée.

Il y a de nombreuses raisons globales de mettre en avant tout spécialement le problème des œufs en batterie. Outre le fait que les gens désavouent déjà majoritairement ce mode de production (tout en continuant pourtant de les consommer), il y a le fait que la filière avicole devait changer les cages en janvier 2012 pour des cages à peine plus grosses. Ces nouvelles cages lui coûtent très cher, ce qui fait que la filière s'oppose vigoureusement à toute initiative d'amélioration supplémentaire. Montrer qu'il existe une opposition grandissante et de plus en plus active à ce type d'exploitations peut amener un plus grand nombre de producteurs à se tourner d'emblée vers des exploitations un peu moins atroces, comme les élevages au sol ou en plein air. Ce qui alors fragiliserait un peu plus la sous-filière « batterie » en la marginalisant au sein de la filière et permettrait de l'attaquer plus aisément dans le futur. Et comme le note Martin Balluch<sup>99</sup>, une fois les cages en batterie disparues des rayons, les gens n'en consomment plus sans même s'en apercevoir, mais deviennent par contre plus réceptifs aux préoccupations animalistes. Par exemple, éloigner les abattoirs du centre des villes où ils siégeaient auparavant (on appelait « tueries » les arrières-cours où les bouchers tuaient au yeux de tous les bœufs, les moutons, les chèvres...) semble avoir eu pour effet, dans les décennies qui ont suivi, d'augmenter sensiblement la réceptivité de la population à la violence faite aux animaux. Nous adaptons continuellement notre sensibilité au monde qui nous entoure.

Sur le très intéressant blog Internet de l'Elfe, qui aborde souvent des questions essentielles et suscite des discussions approfondies, le texte intitulé « Pourquoi je ne participerai plus aux actions réformistes »<sup>100</sup> et la longue suite des commentaires qu'il a suscité, me paraissent typiques des difficultés qu'occasionne l'idéologie véganiste. Dans cet article, l'analyse des « actions Monoprix » de L214 n'est effectuée qu'en fonction du message à délivrer aux passants. L'aspect que je serais tenté d'appeler plutôt « lutte politique » est totalement absent, ou impensé, ou simplement omis. Or, ce qui est à retenir, c'est que la réponse critique que j'avais publiée sur le blog n'a pas réussi à susciter de prise en compte de cet aspect politique. Quasiment l'ensemble du débat, y compris les réponses à mes critiques et à celles de Pierre Sigler, a continué imperturbablement de porter sur la nature du message à délivrer aux gens dans la rue : cela souligne l'énorme difficulté que nous avons à nous décoller de l'idée qu'il nous faut convaincre les gens un à un, immédiatement, directement – une idée-glue. En conséquence, nous avons du mal à imaginer que la teneur de notre message n'est pas nécessairement, toujours, notre objectif premier. Que cela peut dépendre de la stratégie pour laquelle nous avons opté.

Bref, ce blocage nous a semblé phénoménal et très révélateur. C'est à la suite de ces discussions sur Internet qui nous paraissaient menées en pure perte, que Pierre et moi avons entrepris d'écrire cette

<sup>98</sup> Depuis l'après guerre les gouvernements passent, mais les politiques agricoles restent (les mêmes).

<sup>99</sup> « Comment: Abolitionism versus Reformism. Reply to Francione's comment to "Abolitionism versus reformism" » : [http://www.vgt.at/publikationen/texte/artikel/20080325Abolitionism/20080414index\\_en.php](http://www.vgt.at/publikationen/texte/artikel/20080325Abolitionism/20080414index_en.php)

<sup>100</sup> <http://lesquestionscomposent.fr/pourquoi-je-ne-participerai-plus-aux-actions-reformistes/>

militants autrichiens de VGT (Verein Gegen Tierfabriken) se révélait gagnante que les autorités de leur pays ont tout fait pour les mettre le plus longtemps possible hors d'état de « nuire » par l'un des plus phénoménaux procès politiques de l'après guerre froide : en les arrêtant et inculquant en 2008 sous couvert de lois « antiterroristes », à l'aide de fausses accusations. Ces militants, heureusement innocents en 2011<sup>97</sup>, avaient obtenu en quelques années seulement l'abolition des élevages pour la fourrure, et l'interdiction des élevages de poules pondeuses en batterie et de la commercialisation des œufs issus de ces types d'élevages, et étaient bien lancés pour obtenir d'autres avancées dans la foulée. Ils s'approprièrent à faire campagne pour modifier la constitution en faveur des animaux...

En France, c'est essentiellement l'association L214 qui mène des campagnes ciblées, sans masquer sa perspective d'abolition de la viande, c'est-à-dire de l'élevage, de la pêche et de la chasse. Mais la campagne menée ces dernières années pour que la chaîne de supermarchés Monoprix cesse de commercialiser des œufs en batterie a été l'objet de confusions révélatrices. Lui était reproché, tout particulièrement, le fait que cette campagne serait une perte de temps et de moyens considérable, parce qu'elle n'inciterait pas les passants (à qui les militants distribuent des dépliants et font signer des cartes qui sont ensuite envoyées au directeur de chaque enseigne) à refuser l'exploitation dans son intégralité : de fait, le discours employé auprès des badauds est simplement un discours critique des batteries de cages, informant des conditions terribles de vie des poules et leur demandant d'exiger de Monoprix qu'il cesse de cautionner ce type d'élevages. On reproche à cette campagne de ne pas faire l'« éducation végane » des gens.

Certes. Mais l'éducation du public n'est pas le but premier des « actions Monoprix » (ou des actions « Super U », conçues de façon similaire). Il ne s'agit pas simplement d'une opération de sensibilisation à la condition animale, ou du moins cet aspect reste-t-il secondaire. L'objectif premier est de faire plier Monoprix. L'idée de L214 est de gagner publiquement un combat contre l'agro-alimentaire qui serve ensuite de tremplin vers d'autres victoires, et ainsi de suite dans un effet « boule de neige ». Que Monoprix ou Super U cède, pour qu'ensuite on puisse plus facilement faire plier les autres enseignes de la grande distribution. Puis, une fois un certain nombre de succès ainsi obtenus, qu'on puisse engager d'autres combats et les gagner plus facilement en ayant acquis une puissance d'« intimidation » sur les autres acteurs de l'exploitation animale. Qu'ainsi, on passe à la question des lapins, par exemple, puis celle peut-être des cochons, puis des poissons de mer, puis de l'aquaculture, etc. Puis qu'on ait acquis ainsi la puissance suffisante pour engager un bras de fer avec le gouvernement ou pour lancer une campagne publique pour changer des lois, etc.

Le but est politique. L214 construit une stratégie à moyen ou long terme qui vise à développer son influence.

Cela n'empêche pas que chaque combat a des conséquences en lui-même : si Monoprix retire les œufs en batterie de ses rayons, ce seront des dizaines de millions d'œufs qui cesseront d'être produits de la sorte. Ce seul objectif en soi est plus important que le fait de convaincre quelques personnes de devenir végétariennes ou vegans. Même si ce n'est pas négligeable non plus, bien sûr. Mais il y a de nombreux blocages dans notre mouvement : on n'arrive pas à raisonner en termes de campagnes, de rapports de force à gagner, de chantiers à mettre en place, etc. Penser au-delà de l'individuel, au-delà du court terme, au-delà de l'acquis immédiat, mais se projeter dans l'action politique sur la durée, dans l'action qui vise à changer la société.

<sup>97</sup> Cf. [Répression contre le mouvement animaliste en Autriche](#) sur le site de l'association L214.

## 2. La stratégie de la conversion au végétarisme ou au véganisme

Il est question ici de la stratégie employée et non du fait d'être végétarien ou végan, ce qui en soi est une très bonne chose. J'emprunte le terme de conversion à A. Sarukhanyan (2013) ; on peut aussi dire « stratégie de la promotion du véganisme » ou « éducation végane », éventuellement « stratégie végétariste ou véganiste ». Il s'agit d'une stratégie qui se fonde sur les idées suivantes :

- Consommer végan constitue l'essentiel de ce qu'on peut faire pour les animaux ;
- Le meilleur moyen d'affaiblir l'industrie de la viande est d'augmenter le nombre de végétariens et végétans ;
- S'employer à convaincre les autres de devenir végétariens ou mieux végétans est la méthode la plus efficace pour augmenter le nombre de végétariens et végétans.

Cette stratégie est adoptée par exemple par Gary Francione, qui écrit dans un tract<sup>11</sup> :

« Le véganisme est la forme la plus importante d'activisme politique que l'on peut entreprendre pour les animaux. Et une fois que vous serez devenus végétans, commencez à éduquer votre famille, vos amis, et les autres personnes de votre entourage pour les encourager à devenir végétans. Si nous voulons abolir l'exploitation animale, l'existence d'un mouvement végan est un prérequis nécessaire. Et la création de ce mouvement commence avec la décision de chaque individu ».

### 2.1 Une stratégie fondée sur l'appel à la vertu

Force est de constater que la promotion du végétarisme et du véganisme repose sur l'appel à la vertu. D'ailleurs, par définition même, l'éducation (au véganisme ou autre chose) ne cherche pas à changer la chose publique (la loi, les recommandations du PNNS, les cours des facs de médecine...), mais la chose privée (les gens).

Bien sûr, ceux qui privilégient cette approche sont, la plupart du temps, animés par une morale universaliste, et souhaitent un changement de société (le simple fait qu'ils militent le montre). Mais les moyens qu'ils emploient ne sont pas cohérents avec leurs vues. C'est pourquoi **le végétarisme est perçu par le public comme relevant d'une éthique personnelle** (de type « éthique de la vertu », donc) comme étant surrogatoire ou utopique, et la consommation de viande comme malgré tout légitime.

En témoignent un certain nombre d'objections que l'on nous adresse :

- « Personne n'est parfait ! »

Cette objection n'aurait littéralement aucun sens en réponse à une exigence de justice. Elle n'a de sens que pour des actes surrogatoires dans le cadre d'une éthique de la vertu : chacun

<sup>11</sup> [http://www.abolitionistapproach.com/media/pdf/ARAA\\_Pamphlet\\_French.pdf](http://www.abolitionistapproach.com/media/pdf/ARAA_Pamphlet_French.pdf)

choisit sa façon de faire sa BA (« bonne action »), certains font un chèque aux bonnes œuvres, d'autres font du bénévolat aux *Resto du cœur*, d'autres sont végétariens.

C'est ainsi que la fondatrice de *Néoplanète* présente son végétarisme :

« La souffrance m'est insupportable. Le végétarisme est ma manière de dire "non !" On est ce que l'on mange. Et la spiritualité, religieuse ou laïque, commence dans l'assiette. Mon mari, mes enfants, mes amis mangent de la viande et je n'ai jamais tenté de les convaincre car c'est une décision personnelle, une abnégation que tous ne peuvent accepter. »<sup>12</sup>

– « Mais moi aussi je suis un type bien ! » (variante je-ne-suis-pas-si-méchant-que-ça : « de toute façon, je ne mange pas beaucoup de viande »)

L'Elfe, sur le blog *Les questions composent*, présente cette objection ainsi :

« Combien m'ont rebattu les oreilles avec leur bonté, leur gentillesse, leur non-méchanceté, leur amour des animaux ou leur comportement responsable... Sans jamais se douter à quel point je m'en badigeonne le nombril avec le pinceau de l'indifférence. Tout ce que leurs démonstrations me suggèrent, c'est que je trouve dommage qu'ils se sentent jugés par mon comportement, ce qui est à des années-lumières de mon objectif »<sup>13</sup>.

Bien que ce ne soit pas l'objectif, c'est ce que les gens comprennent du discours *go vegan*. Là encore, ces protestations n'auraient aucun sens en réponse à une exigence de justice.

– « Le végétarisme est une sorte de religion » ; « les végétariens forment une secte »

En effet, car la morale religieuse est une éthique de la vertu, et l'appel à la vertu, surtout végétalien, apparaît aux yeux du profane comme une liste d'interdits alimentaires (pour ne pas dire de tabous). Voici par exemple comment un médecin engagé dans la promotion du véganisme présente les choses :

« Être végétalien, c'est non seulement ne consommer aucune chair animale, donc ne manger ni viande rouge, ni viande blanche, ni poisson, mais aussi aucun produit dérivé des animaux. Les végétaliens ne mangent ni lait, ni œufs, mais aussi les produits dérivés du lait et des œufs. Par conséquent, les végétaliens ne mangent pas de fromage. En résumé, les végétariens ne mangent aucune chair animale, les végétaliens aucun produit d'origine animale. »

Le parallèle avec les interdits religieux saute aux yeux (la citation est de moi) :

Un Juif pratiquant ne consomme aucun produit qui ne soit pas casher, c'est-à-dire aucun produit qui n'ait pas reçu le cachet officiel des autorités religieuses. Être juif, c'est ne consommer que des mammifères ayant les sabots fourchus (donc pas de

<sup>12</sup> <http://www.greenetvert.fr/2011/09/30/etre-vegetarien-en-france/34449>

<sup>13</sup> <http://lesquestionscomposent.over-blog.com/article-l-ego-et-la-raison-continuation-du-mythe-de-la-purete-84275138.html>

Je vais illustrer ce rapport nécessaire aux institutions par quelques exemples ci-dessous.

– **Les décret et arrêté** passés par le gouvernement français en septembre 2011 concernant la restauration collective et interdisant de facto les menus végétaliens à l'école<sup>94</sup> et rendant impossible d'être végétarien tous les jours (c'est-à-dire, d'être végétarien !) confirment que le combat que nous menons doit se situer sur un terrain politique. En fixant de simples décret et arrêté, le gouvernement a remis en question les fragiles acquis d'années de lutte végétariste pour rendre crédible un régime alimentaire sans viande et pour que les cantines intègrent des menus sans chairs animales. Ces arrêté et décret en outre impliquent une consommation très élevée de produits animaux, de produits de l'élevage ou de la pêche. Ce sont des milliards de repas annuels qui sont concernés. Ces décret et arrêté donnent un signal fort aux professionnels de la restauration collective, mais aussi aux enfants, aux parents et aux professeurs, concernant l'importance nutritionnelle des produits animaux. Mais ils interdisent aussi désormais de façon pratique aux usagers des cantines d'être végétariens. Notamment, empêcher les enfants qui mangent dans les cantines scolaires de refuser de consommer viandes et poissons revient à étouffer la contestation dans l'œuf<sup>95</sup>. C'est en effet souvent à un très jeune âge que beaucoup d'entre nous ont remis en question le spécisme et la transformation des animaux en chair à pâté : à un âge où nous étions pieds et poings liés au sein des institutions familiale et scolaire. Ces décrets sont un coup dur porté à l'essor du mouvement végétarien en France<sup>96</sup>... Or, ils n'ont suscité que très peu d'émoi et de réactions de la part des végétariens eux-mêmes, qui ne comprennent guère l'enjeu – faute, à mon avis, de considérer leur pratique alimentaire personnelle comme une pratique politique. Pour l'instant, la mobilisation contre ces décret et arrêté s'est révélée difficile et insuffisante, et trop faible la pression exercée sur le gouvernement. Un recours déposé par plusieurs associations devant le Conseil d'Etat pour non-respect des convictions individuelles, n'a pas non plus abouti. Aujourd'hui, à l'initiative de la Société Végane, cette association et L214 travaillent avec succès avec l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire...) pour modifier le PNNS français (Plan National Nutrition Santé), peu favorable au végétarisme et très défavorable au végétalisme, sur lequel se sont fondés ces décret et arrêté.

– **Les campagnes Monoprix** (ou lapins, ou foie gras...)

En Autriche, on l'a vu, des campagnes ciblées, qui ont été des campagnes de confrontation directe avec le monde de l'élevage ou de la commercialisation mais aussi avec l'appareil politique, ont abouti en dix ans à des victoires extrêmement significatives, qui font désormais de ce pays le plus avancé en termes de prise en compte des intérêts des animaux. C'est parce que la stratégie des

<sup>94</sup> Cf. <http://icdv.info>

<sup>95</sup> Ils peuvent ne prendre que des légumes. Mais ce n'est pas équilibré. Et les surveillants risquent de façon accrue de les forcer à manger leur viande. Mais le végétarisme n'est pas interdit formellement...

<sup>96</sup> Vraisemblablement de façon délibérée de la part de certains acteurs, puisque le ministre de l'agriculture de l'époque, Bruno Le Maire, présentait dès 2010 ces décret et arrêté comme un moyen de soutenir l'élevage français et de « freiner l'impact de certains discours, comme celui de l'ex-Beatles Paul McCartney... ». cf. l'article « Le gouvernement admet explicitement que les normes nutritionnelles visent à préserver l'élevage français ! » sur le site de l'ICDV : <http://www.icdv.info/index.php?post/2011/09/04/Le-gouvernement-admet-explicitement-que-les-normes-nutritionnelles-visent-%C3%A0-pr%C3%A9server-l-%C3%A9levage-fran%C3%A7ais-!>

devenir végétariens malgré la pression sociale sont si nombreux à ne pourtant pas militer ouvertement pour les victimes du carnage, n'est-ce pas qu'ils n'osent pas franchir un pas supplémentaire, justement de peur des réactions hostiles qu'ils ne manqueront pas d'avoir à affronter ? On verra aussi en conclusion de cette brochure qu'il n'est pas impossible de voir dans le fait de se définir identitairement par un mode de vie ou un régime alimentaire plutôt que politiquement par un projet de société, un de ces effets négatifs de la pression sociale, qui entraîne une auto-censure sur un sujet crucial... De même, j'ai tendance à penser que c'est la pression sociale végérophobe qui nous a si longtemps empêché de penser à revendiquer ce qui nous apparaît aujourd'hui évident, à savoir l'abolition de la viande. Inconsciemment, nous n'osions tout bonnement pas...

## 2.4. S'attaquer aux institutions

Ce sont diverses institutions qui organisent l'exploitation animale. Se donner les moyens d'intervenir sur ces institutions implique d'instaurer un rapport de force...

Les institutions en question sont très diverses : des élevages et des abattoirs, des organismes représentants différentes « filières » ; des tribunaux, les lois et le droit ; les divers ministères concernés ; des partis politiques et des ONG ; les médias ; les syndicats agricoles ; les associations de protection animale ou autres ; les services vétérinaires ; les acteurs de la grande distribution ; des organisations internationales comme la FAO, l'OMC ou l'Union européenne, etc.

Il peut s'agir aussi bien de se battre pour le changement de statut des animaux, comme on l'a vu, que lutter contre les récents décrets « diététiques » que le gouvernement a voté concernant la restauration collective ; qu'organiser des journées sans viande dans les restaurants et les cantines ; que créer un rapport de force économique ou politique pour réformer ou abolir certains pans de l'exploitation animale, et pour cela identifier et décrédibiliser nos adversaires les plus puissants (comme la FNSEA ou diverses filières spécifiques de l'élevage, en ce qui concerne la France) ; mobiliser l'opinion publique pour réclamer une diminution puis l'arrêt des subventions à la pêche et à l'élevage, ou bien encore une taxation des produits animaux ; promouvoir de façon générale une restructuration mondiale de l'agriculture qui élimine progressivement les pratiques d'élevage, associée à ces indispensables solidarités internationales qui font aujourd'hui cruellement défaut (notamment, des centaines de millions de petits paysans des pays pauvres ne subsistent – toujours plus difficilement, du fait de la mondialisation capitaliste – que du fait de leurs petits élevages ou de leurs activités de pêche) ; obtenir un changement des règles de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), qui aujourd'hui font obstacle à toute amélioration des conditions de vie des animaux dans un cadre purement national<sup>93</sup>, etc.

<sup>93</sup> Cf. le dossier consacré à l'OMS dans les *Cahiers antispécistes* n°25, octobre 2005.

porc ni de charcuterie à base de porc, pas de lapin, pas de chameau, etc). Les oiseaux sont permis à l'exception de 24 espèces impures (Lv 11 :13-19 et Dt 14 :12-18). Ne sont permis que les animaux aquatiques ayant des écailles et des nageoires, un juif ne consomme donc pas de crustacés, coquillages et autres fruits de mer. Les autres animaux sont interdits. Les produits de la terre sont permis sauf les fruits d'un arbre de moins de 3 ans. Est autorisé le lait des animaux purs, mais un juif ne mélange pas les laitages et la viande au cours d'un même repas. Etc, etc.

Citons encore :

- « Les végétariens se croient supérieurs aux carnivores ! »
- « Les végétariens ont un air tristounet » (traduction : c'est pas terrible comme programme de développement personnel)
- « Chacun son opinion. Tu es libre d'être végétarien, alors laisse-moi manger de la viande »

En témoignent aussi la façon dont les végétaristes eux-mêmes présentent le végétarisme : comme un « mode de vie ». Le mode de vie ne relève pas de l'exigence de justice, ni même d'une morale universaliste ; il dépend de la personnalité de chacun. Il procède, pour les personnes les plus morales ou philosophes, d'une éthique de la vertu, et pour la plupart des gens d'une simple question de mœurs, d'habitudes personnelles et autres traditions familiales ou sociales. En outre, la littérature promouvant le végétarisme fourmille d'expressions propres à l'éthique de la vertu : « mode de vie sans cruauté », « choisir sans cruauté », « mode de vie compatissant », « véganisme : la voie de la compassion »...

## 2.2 Les présupposés de cette stratégie

Je parle ici des présupposés de cette stratégie lorsque celle-ci est mise en œuvre par des personnes animées par une morale universaliste. Quand un végétarien fonde son végétarisme sur une éthique de la vertu, il est tout à fait normal qu'il en appelle à la vertu.

### 2.2.1 Sur tout sujet, les humains ont des convictions et agissent en fonction de ces convictions

Les partisans de l'éducation végane pensent donc qu'il est indispensable de changer le for intérieur de chacun. Exemple :

« Mais le véganisme est un mouvement collectif, bien qu'il appartienne à chaque individu d'adopter ce style de vie au terme de réflexions qui doivent lui être propres »<sup>14</sup>.

<sup>14</sup> <http://lesquestionscomposent.over-blog.com/m/article-85475231.html>

Le thème de la réflexion personnelle est très présent dans les discours de promotion du végétarisme et du véganisme<sup>15</sup>. Typiquement, ils ne se terminent pas par une prescription, que ce soit une exigence de justice (« il faut abolir la viande ! » ; « nous demandons la fermeture des abattoirs ! ») ou un appel clair à la vertu (« vous devez cesser de manger les animaux ! »). On donne des arguments et on laisse la conclusion ouverte, libre à l'interlocuteur d'adopter (ou pas) la même conclusion que nous. Voici la conclusion de l'argumentaire *éthique* du site de l'AVF (Association végétarienne de France) :

« Et quand bien même la souffrance animale serait réduite à une seconde (ce qui n'est pas envisageable dans le cadre de l'élevage intensif), prendre la vie d'un animal alors que ce n'est pas nécessaire (voir notre page santé) est-il un acte juste ? C'est une question à laquelle il existe autant de réponses que de personnes sur terre (*sic*). »

La figure de style employée (l'hyperbole affirmant qu'il existe des milliards de conclusions possibles) me semble symptomatique d'une volonté appuyée de ne pas avoir l'air de répondre à la question qu'on a eu l'audace de formuler. C'est une manière imagée de dire : « chacun son opinion ».

Autre exemple à propos de l'éducation végane :

« on ne doit pas dire aux gens de devenir véganes, mais leur en suggérer la possibilité. On ne doit pas leur mettre sous le nez des images d'animaux morts sans qu'ils l'aient demandé, car, qu'on le veuille ou non, c'est une agression et cela tend à les culpabiliser, or ils culpabilisent déjà<sup>16</sup> ».

On croit donc nécessaire que les gens se forment une opinion et agissent en conséquence. Pourtant, quand on demande aux gens pourquoi ils mangent de la viande, beaucoup trouvent la question insolite (car il n'est pas coutume de devoir justifier un choix par défaut). La réponse la plus fréquente est : « Parce que j'en ai toujours mangé ». Viennent ensuite « parce que ce serait trop compliqué d'être végétarien » (i.e. l'offre végétarienne dans les magasins et restaurants est pauvre), « parce que je n'ai pas envie de me casser la tête » (i.e. j'ai depuis l'enfance des routines de mangeur de viande et ça me demanderait des efforts d'en changer), « parce que j'aime la viande »<sup>17</sup>. Aucune conviction personnelle dans ces réponses, seulement le poids des habitudes et la pression sociale<sup>18</sup>. L'idéologie spéciste sous-tend bien sûr ces réponses mais reste implicite.

<sup>15</sup> Il n'a pas pour seule cause l'idée que le comportement individuel doit découler d'une réflexion personnelle. L'idée est aussi de ne pas paraître agressif ou extrémiste, cf. *infra*.

<sup>16</sup> <http://lesquestionscomposent.fr/pourquoi-je-ne-participerai-plus-aux-actions-reformistes/>

<sup>17</sup> Cette explication par une préférence cachée de simples routines acquises dans l'enfance et le poids des tentations carnistes dans notre société. Car enfin, la plupart des gens ne mangent pas 100 % des choses qu'ils aiment (ceux qui le font n'aiment pas grand-chose !). Par exemple, de nombreux métropolitains aiment la cuisine créole mais ne mangent des plats créoles qu'une fois tous les 36 du mois. Ça ne leur manque pas plus que ça le reste du temps, car il existe d'autres plats tout aussi bons.

<sup>18</sup> Même les réponses plus idéologiques (l'homme est au sommet de la chaîne alimentaire, et *tutti quanti*) reposent plus sur des préjugés que sur une pensée élaborée.

de nous délégitimer. C'est pour cette raison aussi qu'il importe de rendre visibles et publics, et donc discutables et critiquables, les obstacles qui s'opposent à ce que nous parlions et, dans le même temps, qui s'opposent à ce que notre parole soit entendue : la végéphobie est un concept politique qui n'est guère apprécié par les végétariens et vegans eux-mêmes. Nous en sommes pourtant tous victimes. Nous n'osons la plupart du temps pas exprimer ce que nous pensons vraiment au sujet de l'exploitation animale, et lorsque nous parvenons à en parler, nous édulcorons le plus souvent nos discours. A cause de la pression sociale.

Le concept de végéphobie propose une analyse des réactions hostiles des gens par une contextualisation politique : c'est la remise en cause du spécisme qu'ils essayent de réduire au silence ou de ridiculiser. Or, il apparaît crucial d'affirmer que ces réactions hostiles forment système, qu'elles ont une fonction sociale répressive : elles poussent beaucoup de gens à renoncer à leur objection de conscience (leur végétarisme), à se taire ou à dépolitiser leur discours, et visent à décrédibiliser d'emblée ce que chacun pourrait dire ou faire de significatif. Être végétarien ou animaliste est ridicule, relève de la sensiblerie. Ce que nous pouvons dire ne saurait être sensé.

Visibiliser la végéphobie constitue un enjeu de lutte important au sein du mouvement animaliste, tout autant qu'au sein de la population en général. Cela permet notamment de resserrer les liens de solidarité entre végétariens ou vegans, d'organiser collectivement une résistance, et cela permet de délégitimer les innombrables actions de pression que nous subissons<sup>91</sup>. Il serait souhaitable de créer une structure au moins de défense des végétariens/vegans, qui à la fois politise le mouvement et œuvre à la conscientisation de chacun, et à la fois serve de syndicat de lutte : un lieu d'auto-défense intellectuelle, morale et politique, et même éventuellement juridique<sup>92</sup>.

Serge Moscovici note qu'« on ne peut pas envisager un changement [...] sans l'action d'une minorité. » Une telle affirmation pourrait sembler un truisme, une simple constatation. Mais on pense bien trop souvent que les évolutions sociales « se font toutes seules », d'elles-mêmes, qu'il suffit de laisser du temps au temps pour que la société devienne plus juste, que les mœurs progressent, etc. Moscovici affirme que ce sont des communautés actives qui sont les agents des progrès moraux, culturels, sociaux et politiques. C'est pourquoi il est si important de se préoccuper de « notre communauté », la communauté en tout cas des personnes qui se battent pour les animaux et qui, malgré la pression sociale, ont décidé de refuser l'exploitation, de consommer les fruits de l'oppression, etc. S'en préoccuper, c'est d'abord faire montre de solidarité entre *refuzniks*. A l'heure actuelle, un grand nombre de militants ou de végétariens nient au contraire la portée de cette violence subie et en viennent du coup à faire porter le poids de leur « échec » et de leur insuffisance à ceux qui n'arrivent pas à faire face à la pression et qui renoncent par exemple à devenir végétariens. Au lieu de leur venir en aide, beaucoup ont tendance à se distinguer d'eux en les critiquant, en renforçant leur tendance à considérer qu'ils « ne sont pas à la hauteur » (pas assez confiants en eux-mêmes, etc.). La négation de la végéphobie comme fait politique important a ainsi un impact durable sur le développement de la lutte pour la libération animale. Si ceux qui ont pu

<sup>91</sup> Pour prendre véritablement conscience de l'ampleur que peut revêtir en France cette végéphobie, non seulement dans les rapports inter-individuels, mais y compris au sein des institutions d'État, voir la brochure dont j'ai déjà parlé en note 7 : *La Végéphobie ou le rejet du végétarisme pour les animaux...*

<sup>92</sup> L'ICDV (Initiative citoyenne pour les droits des végétariens) est une tentative d'une telle structure. Cf. <http://icdv.info>.

alimentaire plutôt que sur le sort des animaux... nous neutralisons nous-mêmes la force de subversion de l'ordre spéciste dont nous sommes porteurs<sup>88</sup>.

Si un jour nous devenons assez puissants pour faire reculer l'industrie de la viande, voire pour la faire interdire, cette puissance acquise ne sera pas simplement celle du nombre et du poids économique lié. Elle sera principalement celle de la raison (celle de l'argumentaire : les partisans de la viande seront sur la défensive face à nos arguments), de la détermination (de l'assurance d'avoir raison de vouloir interdire le massacre), de l'agitation constante (le désordre public qu'il faudra inlassablement mener) que nous saurons créer et entretenir de façon à ne pas laisser retomber la question posée – l'esclavage n'a pas été aboli en résultat de l'importance qu'avait prise les boycotts de sucre ou de coton<sup>89</sup>, mais du fait qu'il n'était plus recevable auprès de « la société » (« l'opinion publique »).

### 2.3. Visibiliser la végéphobie

Bien souvent l'exploitation ne perdure que parce qu'elle est invisibilisée, tue, taboue. La formuler est la première chose à faire. Elle est fondée sur des mensonges : négation de la souffrance des animaux, de leur attachement à leur propre vie, du fait qu'ils sont conscients, négation ou minimisation de l'importance morale de leur souffrance, etc. Refuser et réfuter ces mensonges est primordial. Le consensus qui fonde les massacres est parfois fragile. La psychologie sociale nous dit de même : « le problème fondamental dans les groupes, c'est que la pression à la conformité pousse les individus à préférer l'accord des autres à la réalité. La présence d'une minorité oblige le groupe à prendre en compte autre chose que son accord. [...] Avec une majorité, les sujets ne regardent pas la réalité parce que le problème est la conformité entre leurs dires et ceux des autres. Tandis qu'avec une minorité vous avez le phénomène inverse. »<sup>90</sup> On peut obliger les autres à regarder la réalité en face. Hannah Arendt, dans son célèbre essai *La Banalité du mal*, écrit en 1961 à l'occasion du procès du fonctionnaire nazi Adolf Eichmann, donne quelques exemples frappants d'oppositions tranquillement affirmées qui ont suffi à bloquer la machine de mort. Mirabeau disait que dix personnes déterminées agissant de concert peuvent perturber et impressionner cent mille personnes. Encore faut-il que ces dix personnes osent agir. Plutôt que tenter d'apparaître lisses et respectables sur les écrans de télévision, nous ferions ainsi mieux de proclamer à haute et intelligible voix ce que nous avons à dire, c'est-à-dire, d'affronter le mensonge, dire la vérité, affirmer enfin que le roi est nu et que, non, l'humanité n'a pas tous les droits. Mais peut-être y a-t-il des raisons au fait que nous affrontions si rarement le mensonge ?

En ce qui concerne les non-humains, nos sociétés sont fondées sur une violence extrême, sur l'absolu non-respect de la morale la plus élémentaire, sur l'indifférence obtue aux détresses de myriades d'autres êtres. Elles défendent bec et ongles leur prédation en tentant de nous faire taire ou

<sup>88</sup> Il serait faut d'imputer ce ratage spécifiquement aux journalistes eux-mêmes, qui s'intéressent préférentiellement à ce qui intrigue le téléspectateur ; car, pourquoi le téléspectateur ne serait-il pas tout aussi intrigué par notre point de vue sur les rapports humains/animaux, et curieux d'en apprendre plus ?

<sup>89</sup> Bien qu'un tel boycott ait existé ; mais qui s'en souvient aujourd'hui ?

<sup>90</sup> Serge Moscovici, *art. cit.*

Prenons l'exemple de l'homophobie. Celle-ci n'a pas reculé en occident au cours des dernières décennies parce que chacun a, en son for intérieur, compris la fausseté du sophisme naturaliste ou la vacuité du concept de crime sans victime<sup>19</sup>, mais parce que l'homophobie a reculé dans la société toute entière, qu'il est devenu socialement délicat de tenir des propos homophobes (et même délictueux depuis 2005 en France).

Car, sur un sujet donné, la plupart des gens n'ont pas ce qu'on appelle un jugement personnel. Ils font ou pensent comme leur entourage, ils endossent le choix par défaut de leur société ou de leur groupe social. D'autre part, ce n'est pas parce que nous avons une conviction que nous l'appliquons (Reus, 2010) :

« De façon récurrente, des enquêtes nous informent qu'une proportion notable (et croissante) de la population condamne le mal qui est fait aux bêtes, alors même qu'elle l'entérine par son mode de consommation. Donnons-en trois exemples<sup>20</sup> français :

Selon un sondage réalisé en novembre 2009, 82 % des personnes interrogées pensaient consommer du foie gras au prochain repas de Noël. Un autre sondage, effectué ce même mois de novembre, indiquait que 63 % des sondés estimaient que les oies et canards souffraient du gavage et que 44 % d'entre eux étaient favorables à l'interdiction du gavage.

En janvier 2000, un sondage a été effectué auprès de consommateurs d'œufs afin d'évaluer leur perception des élevages de poules pondeuses en batteries de cages. À une écrasante majorité (plus de 80 %), ils se sont déclarés d'accord avec des propositions décrivant ce type d'élevage de façon très négative [...]. À la question « À l'avenir, seriez vous [...] favorable à interdire l'élevage de poules pondeuses en cage et n'autoriser que l'élevage en plein air, sachant que cette mesure entraînerait une augmentation du prix des œufs ? », 86 % des sondés ont répondu « oui ». Enfin, 70 % ont jugé « très important » le critère « bien-être des poules » dans l'achat d'œufs. Or, à l'époque de ce sondage, 90 % des œufs vendus en France provenaient précisément d'élevages en batterie ».

De même, parmi les partisans de l'agriculture biologique et du commerce équitable, combien évitent complètement les produits conventionnels ?

#### 2.2.2 Postulat : les gens agissent sur la base de croyances individuelles

Dans certains cas, il est vrai nous agissons sur la base de nos croyances (je pense qu'il pleut, donc je prends un parapluie) ; dans d'autres cas, nous adoptons les croyances en accord avec nos actes.

<sup>19</sup> Un « crime sans victime » est un comportement répréhensible socialement mais qui ne cause de tort à personne. En cela leur réprobation n'est pas légitime aux yeux des conséquentialistes (ceux qui évaluent le caractère moral d'une action à ses seules conséquences).

<sup>20</sup> J'arrête la citation avant le 3<sup>e</sup> exemple, car je l'évoque par ailleurs (c'est l'étude de G. Cazes-Villette).

Le cas de la viande relève typiquement de la seconde catégorie. Nous mangeons d'abord de la viande, et c'est ensuite que, éventuellement, nous nous faisons une idée sur la question.

On peut même agir sans vraiment être motivé par des croyances particulières, de manière routinière, machinale. C'est le cas, en partie du moins, pour la viande. Les gens en mangent parce que tout le monde en mange autour d'eux et parce qu'ils en ont toujours mangé. Autrement dit, chacun fait x parce que tout le monde (soi compris) fait x.

### 2.2.3 Corollaire : la plupart des mangeurs de viande sont partisans des abattoirs

La stratégie de la conversion repose sur l'hypothèse, corollaire de la précédente, que (presque) tout mangeur de viande est un partisan de l'élevage et des abattoirs, soit parce qu'il est un fier spéculateur, soit parce qu'il refuse de s'informer pour ne pas être dégoûté des produits animaux. Dans cette optique, convaincre le grand public revient à rendre le grand public végétarien (ou mieux encore végan).

Par exemple, Dan Cudahy écrit<sup>21</sup> :

« Comme le reconnaît clairement et explicitement le Professeur Francione dans *Rain Without Thunder*, les cinq critères [définissant une réforme dite abolitionniste] limitent les réformes des pratiques industrielles à des changements tellement dévastateurs pour l'industrie (par exemple, résultant en l'élimination de quelque chose d'essentiel, du genre « tuer des animaux pour la nourriture ») que de tels changements n'auraient aucune chance d'être acceptés dans notre société spéculatrice actuelle. Seule une société avec une population végane politiquement viable accepterait des changements aussi révolutionnaires. »

Drôle d'argument. En quoi convaincre la population de devenir végane serait plus facile que de la convaincre (par exemple) que la viande doit être abolie, ou qu'en principe le boycott des produits de l'élevage et de l'abattage est quelque chose de juste ? Ceci n'a de sens que si on postule que tout mangeur de viande est un partisan des abattoirs (et que symétriquement tout opposant aux abattoirs est végan).

Les enquêtes disponibles montrent pourtant le contraire. Voir Reus et Dupont (2012a et 2012b) pour une revue complète. Voici deux exemples.

Une étude menée par Cazes-Villette en 2004 sur le rapport du consommateur français à la viande révélait que :

- 14 % des personnes interrogées répondent qu'elles sont en désaccord avec l'affirmation « *Il est normal que les humains élèvent des animaux pour leur viande* » ;
- 39 % désapprouvent l'idée « *que l'on puisse tuer un animal par la pêche* » ;
- 58,8 % désapprouvent l'idée « *que l'on puisse tuer un animal par la chasse* ».

Or seuls 1,2 % des répondants étaient végétariens.

<sup>21</sup> Dan Cudahy, « Vegan Education : A Background (Part 1 of 2) », 2008.

assimilent insidieusement une question morale et politique, la question animale, à une question personnelle, une question de bouffe. Il faut refuser tout ce qui va dans le sens de ce glissement de sujet. Faire tout ce qui est en notre pouvoir pour bien dissocier la question morale et la nourriture<sup>86</sup> : c'est par hasard que la première est liée à la seconde, ça ne lui est pas consubstantiel. Justement, les animaux ne sont pas de la nourriture. Il faut refuser de faire de la question animale une question de régime alimentaire. Si l'on veut que leur exploitation pour leur chair cesse.

On peut imaginer que la dynamique « go vegan! » soit politique en soi ; ses partisans en tout cas la considèrent comme telle. Son objectif ultime n'est-il pas une société sans « cruauté », sans exploitation animale ? Un tract de Gary Francione et Anna Charlton, « Les droits des animaux. L'approche abolitionniste », le précise bien : « Le véganisme n'est pas seulement une question de régime alimentaire; *c'est un engagement politique et moral en faveur de l'abolition, à l'échelle individuelle...* » (ce sont les auteur-es qui soulignent) ; mais la phrase n'était pas terminée, et au lieu de nous illustrer d'autres modes possibles de cet engagement politique et moral, elle retombe dans une explicitation du boycott préconisé, comme si les auteurs restaient indéfectiblement prisonniers de leur approche « boycottiste » (et non pour le coup abolitionniste) : « et cela concerne non seulement l'alimentation mais aussi l'habillement, l'utilisation d'autres produits ainsi que certaines actions et certains choix personnels ». De fait, si le véganisme doit être entendu comme un mouvement politique, on ne comprend alors pas bien pourquoi mettre précisément en avant un mode d'alimentation ou de consommation et non effectivement une visée morale (un projet politique). En tout cas, dans les conditions présentes de dépolitisation (on est loin du rapport au monde des années 1970 !), de société libérale – « chacun est libre de faire ce qu'il veut tant qu'il n'embête pas son voisin... humain » – et de multiplication des ghettos culturels qui en découlent, la définition de soi comme végétarien ou comme vegan est vite balayée dans la case « mode-de-vie », plus confortable pour tout le monde. Tapons « vegan » dans un moteur de recherches sur Internet, et dans le monde anglo-saxon on ne tombe symptomatiquement que sur des recettes de cuisine et des discussions identitaires<sup>87</sup>. C'est certainement ce qui nous guette en France aussi si on continue à focaliser sur une stratégie véganiste. C'est cause perdue.

Le but de tout abolitionniste devrait être, non pas de faire en sorte que son mode de vie apparaisse chouette, cool, simple, sexy, joyeux ou autre, mais bien que l'exploitation cesse, qu'il devienne clair qu'il s'agit d'un impératif moral et qu'une vraie lutte doit en conséquence être menée : une lutte politique comme la lutte féministe ou la lutte en solidarité avec les sans-papiers, par exemple. A chaque fois que nous voyons des journalistes inspecter nos cuisines et nos frigos, au lieu de nous réjouir, nous devrions nous lamenter qu'une occasion ait été perdue de faire entendre un discours politique qui exprime clairement que la société doit prendre ses responsabilités morales et abolir l'exploitation. Mettre en avant notre mode de vie plutôt que nos idées, focaliser sur notre régime

<sup>86</sup> Il semble bien que dans notre imaginaire une part importante de la légitimité de la viande semble tenir à ce qu'elle est une nourriture. Elle est alors ressentie comme « naturelle » et comme justifiée. De même de la chasse : la population condamne généralement la chasse pour le trophée, mais acquiesce volontiers à la chasse censée agrémente le repas du dimanche.

<sup>87</sup> Cela n'a rien d'étonnant, car en anglais « vegan » veut dire végétalien. Quand les anglophones recherchent des informations politiques, ils tapent : « animal rights ». Mais précisément, cela signifie que la politisation du végétalisme n'a pas eu lieu.

à merci, distribuée par les grandes enseignes de distribution), de moins en moins politiques et de plus en plus « mode-de-vie-esques ». Une grande majorité de ceux qui achètent du bio le font aujourd'hui par peur de l'impact des pesticides sur leur santé. Bien qu'on ne dispose d'aucun élément statistique à l'appui, il n'est pas unimaginable que l'appel à la consommation « bio » en tant que « consommation responsable » joue en défaveur d'un engagement politique des gens : chacun se sentant déjà « moralement correct » de ne pas participer par ses achats à une agriculture de destruction massive (pesticides, engrais, monocultures...), se sent moins tenu de lutter pour que les choses changent de façon générale<sup>83</sup>. Comme le célèbre colibri de Pierre Rahbi, il a « fait sa part »<sup>84</sup>. Pendant ce temps, une poignée dérisoire de militants bataillent désespérément pour tenter de faire interdire tel ou tel insecticide. Les consommateurs de bio qui ne sont pas militants en tout cas repeignent gentiment leur cabine personnelle en vert pendant que le Titanic coule.

De même, certains considèrent que la bataille contre les OGM a été essentiellement perdue le jour où une obligation d'étiquetage informatif a été votée en lieu et place d'une interdiction motivée par le principe de précaution ou par une décision politique concernant les droits sur les semences. En tout cas, quand c'est l'action de consommation qui *remplace* l'action politique, le « consommateur » qui « vote par son acte d'achat » à la place du « citoyen » qui agit publiquement, la lutte est mal engagée. Ainsi, beaucoup de gens pensent avoir fait leur BA en mangeant végétarien : lors des actions « poules pondeuses » (Monoprix, Super U), les militant-es qui distribuent les tracts aux passants s'entendent souvent répondre : « je suis déjà végétarien » ou « j'achète déjà des œufs bio ». Chacun reste en outre alors dans une démarche individuelle et solitaire (il fait « ses courses ») qui le ramène à une atomisation sociale débilatante et désespérante, au lieu de bénéficier de la dynamique et de l'enthousiasme que génèrent les grandes entreprises collectives.

De même, on ne sauvera pas le Tiers-Monde de l'exploitation par une généralisation spontanée du commerce équitable ; et qui, parmi les consommateurs de café Max Havelaar, lutte contre la dette publique des pays pauvres, ou contre les politiques d'« ajustement structurel » du FMI, de l'OMC, de la Banque mondiale, etc., qui jouent un rôle majeur dans la pérennisation de la dépendance économique des pays du Sud ? Les militants généralement évitent de consommer les fruits de l'exploitation. Peu de « consommateurs éthiques » par contre sont actifs politiquement.

Il y a un point commun à la bio, à l'équitable, au végétarien : c'est l'insistance mise sur la consommation personnelle et particulièrement sur la nourriture. L'article de Françoise Blanchon, « Au sujet de la pureté » (écrit dès 1993, dans un des premiers numéros des *Cahiers antispécistes*)<sup>85</sup> met bien en relief les problèmes de dépolitisation posés. Les produits retenus comme emblématiques de la bio, du commerce équitable, du veganisme, sont des produits alimentaires : ce qui rentre dans le corps par la bouche. Quand on a compris combien dans notre civilisation le rapport à l'oralité est pathologique (sans doute tout autant que le rapport à la sexualité), on imagine bien les distorsions et confusions générées dans les pratiques militantes. Notamment, les gens

<sup>83</sup> Néanmoins, cette hypothèse est contradictoire avec l'expérience selon laquelle quelqu'un qui n'est pas compromis personnellement dans une action immorale (la consommation de viande, par exemple, ou d'œufs « en batterie »...) est de ce fait plus susceptible d'en remettre en cause le bien-fondé.

<sup>84</sup> Cf. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre\\_Rahbi#La\\_1.C3.A9gende\\_du\\_colibri](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Rahbi#La_1.C3.A9gende_du_colibri).

<sup>85</sup> Françoise Blanchon « Au sujet de la « pureté » », *Cahiers antispécistes* n°7 (juin 1993), <http://www.cahiers-antispécistes.org/spip.php?article53> : « La volonté de « pureté alimentaire » qui caractérise souvent les milieux végétariens et végétaliens n'a que peu à voir avec la libération animale. »

Une enquête menée aux États-Unis montre qu'en 2011, à la phrase « *Si les animaux de ferme sont traités décemment et humainement, je n'ai pas de problème à consommer de la viande, du lait et des œufs* »,

– 51 % des Américains expriment un fort niveau d'accord avec cette affirmation (niveau 8 à 10)

– 42 % un niveau modéré (niveau 4 à 7)

– 7 % un faible niveau (niveau 0 à 3)

Ceux qui sont fortement d'accord étaient 63 % en 2007 et 54 % en 2010.

#### 2.2.4 Corollaire : il faut convertir un certain nombre de personnes au végétarisme avant de pouvoir lancer un débat public sur l'abolition de la viande

C'est effectivement logique si on pense que les gens agissent en conformité avec leurs convictions, et que donc la plupart des mangeurs de viande sont pour les abattoirs, et qu'ils ne peuvent changer d'avis qu'à la suite d'une réflexion personnelle et approfondie.

Illustration :

« Tu penses que c'est possible d'abolir la viande tant que 98 % des gens en mangent ? Encore une fois, si 98 % des gens fumaient et pensaient que c'est tout à fait normal d'enfumer son entourage, il aurait été tout bonnement impossible de promulguer une loi anti-tabac dans les lieux publics. On ne peut pas faire des lois comme ça sans changer des mentalités. Ça ne veut pas dire que tout le monde doit être d'accord avec une loi pour la promulguer. Mais penser que 2 % de végétariens vont abolir la viande, c'est tout simplement du fantasme »<sup>22</sup>.

Ce commentaire suppose aussi autre chose : que l'appel à la vertu est plus efficace que l'exigence de justice pour décider quelqu'un à devenir végétarien. Or, je pense le contraire, étant donné les sous-entendus de l'appel à la vertu (cf. 1ère partie).

Il est difficile d'extrapoler à partir d'un exemple, mais le cas de l'Inde, où plus du tiers de la population est végétarienne, ne semble pas confirmer l'idée qu'une large population végétarienne favorise ou engendre mécaniquement l'éclosion d'un débat public sur la légitimité de la viande.

#### 2.2.5 Conception sociologique individualiste

Étant donné que l'augmentation du nombre de végétariens entraîne une diminution de la demande de produits animaux, et corrélativement une diminution de l'offre, l'augmentation du nombre de végétariens est perçue comme l'arme la plus efficace pour affaiblir l'industrie de la viande.

<sup>22</sup> <http://lesquestionscomposent.over-blog.com/article-pour-en-finir-avec-le-mythe-de-la-purete-96013708-comments.html#anchorComment>

« Le seul moteur du pouvoir politique et économique quasi absolu que l'industrie de l'élevage et de la viande a sur les animaux sont les consommateurs, individuellement ou collectivement, qui cautionnent, demandent, financent, et sont en dernière instance responsables de l'existence de l'industrie de la viande et de sa toute puissance ».

Cette idée me semble découler de présupposés sociologiques réducteurs.

*Tous les individus sont socialement égaux.* Or, ce n'est manifestement pas le cas. Certaines personnes font plus autorité que d'autres dans tel ou tel domaine. Le président du PNNS (Plan national nutrition santé), le directeur de la centrale d'achat de Monoprix ou les journalistes ont un pouvoir d'influence bien plus grand qu'un passant dans la rue.

*C'est la demande qui détermine l'offre.* Certes, mais l'inverse est tout aussi vrai. Je ne fais pas simplement allusion à la publicité. De nombreux travaux d'économie comportementale montrent que l'offre disponible influence grandement les désirs des consommateurs. La simple disposition des plats sur un buffet modifie les choix des clients<sup>23</sup>. Les gens mangent de la viande parce que c'est l'option par défaut, parce qu'on en trouve partout.

L'exemple de la législation australienne concernant les armes à feu illustre l'influence que l'offre peut avoir sur la demande. Le lobby des armes à feu affirme que les décès par armes à feu ne sont pas dus aux armes à feu mais à la volonté de tuer qu'ont certains individus. Ceux dont la volonté de tuer est si forte qu'ils passent à l'acte n'auraient pas de peine à acheter des armes sur le marché noir ou à utiliser d'autres armes. Par conséquent, des lois limitant la détention des armes à feu non seulement n'empêcheraient pas les meurtres, mais priveraient les victimes potentielles d'un moyen de dissuader leurs agresseurs ou de se défendre en cas d'agression, entraînant une augmentation des homicides. Or, après les réformes de 1996 (restriction drastique des ventes et programmes de rachat des armes en circulation), les tueries par armes à feu ont cessé. Les homicides par arme à feu ont diminué à un rythme deux fois plus important qu'avant la réforme. En seulement dix ans, le taux d'homicide par arme à feu a diminué de 60 % et celui de suicide par arme à feu de 65 %. Le taux de suicide en général est passé de 23,6 à 14,9 pour 100 000 habitants<sup>24</sup>, celui d'homicide en général de 1,9 à 1,3<sup>25</sup>. Il n'y a pas eu d'effet de substitution (en faveur des armes blanches, par exemple) statistiquement détectable. Il semble donc bien que la disponibilité des armes à feu augmente le désir de s'en servir.

*C'est l'acheteur final qui détermine la demande.* C'est loin d'être aussi simple. Il est également vrai que les gens achètent ce qu'on leur propose en rayon. Rappelons que quatre Français sur cinq affirment être contre l'élevage des poules pondeuses en batterie mais que quatre Français sur cinq achètent des œufs issus de ce type d'élevage, simplement parce qu'ils font leurs courses sans faire attention, ou parce qu'ils se laissent tenter par le prix, ou parce qu'il n'y a plus d'œufs « plein air » en rayon. D'autre part, quasiment la moitié des œufs consommés le

<sup>23</sup> Pour une introduction aux travaux d'économie comportementale, voir Ariely (2008).

<sup>24</sup> S. Chapman, P. Alpers, K. Agho, M. Jones, « Australia's 1996 gun law reforms : faster falls in firearm deaths, firearm suicides, and a decade without mass shootings », *Injury Prevention* 12 :365-372, 2006.

<sup>25</sup> <http://www.aic.gov.au/statistics/homicide.html>

Royaume-uni, sans que cela ait pour autant permis d'ouvrir un débat de fond sur l'exploitation animale au sein de la société anglaise. Sans doute au contraire cela a-t-il permis aux médias de se polariser sur « la violence » et l'illégalité des actions menées, au détriment de la question animale en tant que telle.

Les partisans de la stratégie de la conversion croient de même que la propagation du végétarisme aura par elle-même pour effet de mettre sur le devant de la scène la question animale et de réduire dans le même temps l'influence du lobby de l'exploitation animale, en réduisant son importance (puisque moins de produits animaux seront consommés). Mais, même s'il est clair qu'une personne qui ne mange déjà plus d'animaux est plus susceptible, de ce fait, de se sentir concernée par un sujet pour lequel elle n'a plus de raisons de se sentir « coupable », l'expérience montre que la plupart des personnes qui deviennent végétariennes pour leur santé ou par soucis écologique ne deviennent pas par la suite militantes pour les animaux. La plupart des militants sont des personnes qui sont d'emblée devenues végétariennes par soucis du sort des animaux.

Par ailleurs, malgré les dizaines de milliers de militants qui se démènent depuis quatre décennies, il y a peut-être moins de personnes en Angleterre ou aux Etats-unis qui connaissent le mot « spécisme » ou qui reprennent à leur compte l'idée d'égalité animale, qu'en France ou en Italie, où les militants sont pourtant proportionnellement bien moins nombreux. La marche pour la fermeture des abattoirs en 2013 et en 2014 à Londres ne réunissait que quelques dizaines d'activistes, contre plus d'un millier à Paris<sup>81</sup>. Et même le nombre des végétariens et des vegans, qui semble être pour beaucoup le critère d'évaluation des stratégies à mener, semble « végéter » depuis quelques années dans les pays anglo-saxons<sup>82</sup>.

Vouloir insister sur le poids économique du « mode de vie vegan » comme élément décisif pour changer le monde, c'est à notre avis faire la même erreur que les thuriféraires de l'acte d'achat « bio » ou « commerce équitable ». Le « bio » a mis 50 ans à gagner moins de 5% des achats/ventes dans le domaine alimentaire, dans un contexte idéologique pourtant particulièrement favorable. Et il se développe sur des bases de moins en moins intéressantes pour améliorer le monde (agriculture intensive bio, venue de l'autre côté du monde, fondée sur l'exploitation de main d'œuvre corvéable

<sup>81</sup> Un think tank anglais, le *Center for Animals and Social Justice*, en la personne de Rob Garner, a publié un article intitulé « Who is Responsible for Animal Welfare? » (<http://www.casj.org.uk/blogs/responsible-animal-welfare/#comment-198>) qui développe l'idée que la réponse individualiste à la question animale (la croisade morale du « go vegan ! ») « n'est pas seulement trompeusement simpliste, mais elle est aussi, peut-être involontairement, nuisible à la cause du bien-être animal. »

<sup>82</sup> « Le nombre de Britanniques se déclarant végétariens a connu une augmentation spectaculaire au cours des cinquante dernières années. [...] Ce chiffre a augmenté pendant les mouvements de contestation des années 70 jusqu'aux années 2000, lorsque la National Diet and Nutrition Survey (NDNS) a estimé que ce chiffre oscillait entre 5 et 7% (Henderson et coll., 2002, Phillips, 2005). » (Rick Miller, *Masse et végétarisme*, <http://www.muscle-fitness.fr/nutrition/article/2/59/masse-et-vegetarisme>). Il semble que le nombre de végétariens n'ait guère augmenté depuis, puisque ce sont les mêmes chiffres (6%) qui sont retenus aujourd'hui (Union Végétarienne Européenne, site Internet <http://www.euroveg.eu> ; cité par Céline Laisné, *L'Evolution de l'alimentation en France*, document de travail du Centre d'études et de prospective du Ministère de l'agriculture, n°5, janvier 2012).

sensibilisation à l'abolition de la viande rencontrent un accueil étonnamment favorable au sein de la population. Un nombre non négligeable de personnes qui mangent pourtant de la viande disent être favorables à cette abolition, et d'autres prennent connaissance de cette revendication avec intérêt. Bien sûr, de nombreuses autres affirment haut et fort qu'il est hors de question qu'elles se remettent en cause. Mais, même si l'on ne butait que sur des réactions de rejet (comme c'était très fréquemment le cas au début du mouvement antispéciste en France – sans qu'on se soit pour autant laissés décourager), ce ne serait pas nécessairement un argument à retenir contre la visibilité de la revendication d'abolition de la viande : travailler pour rendre cette perspective envisageable, c'est ouvrir un chantier sur le long terme dans l'idée de changer la réception sociale (culturelle) de l'idée de viande. C'est à force d'affirmer des idées subversives qu'on brise les tabous. Ceux-ci ne tiennent que parce qu'ils procèdent d'un interdit : celui de les questionner. La moindre remise en cause les effrite ; les tabous sont de sable face à des personnes résolues à payer le prix pour les faire tomber.

## 2.1. La nécessité d'être ambitieux

Nous avons trop tendance à voir le combat à mener pour les animaux par le petit bout de la lorgnette, d'une façon trop individualiste. Ainsi, comme je le disais, beaucoup d'entre nous veulent essentiellement convaincre les gens de changer de régime alimentaire, espérant faire boule de neige et que si tous font de même, le nombre des viandistes réduira comme peau de chagrin ; de même, beaucoup de personnes imaginent « libérer » elles-mêmes les animaux ou couler économiquement les filières de l'exploitation animale en faisant du sabotage, comme a vainement tenté de le faire l'ALF (le Front de libération animale) dans les pays anglo-saxons. Elles aussi pensent qu'une multitude d'actions individuelles additionnées, se multipliant par la force de l'exemple, sortiront victorieuses de la lutte engagée contre l'exploitation animale.

Croire que l'élément décisif de la lutte à mener sera l'impact économique du mode de vie végétarien ou vegan, me paraît du même ordre que l'espoir que les dégâts causés par les actions de l'ALF pousseront les exploitants des animaux à se reconvertir : même si les dégâts devaient s'élever à des centaines de millions d'euros, cela constituerait une goutte d'eau dans un océan de capitaux dédiés à l'élevage ou à la pêche. Ce n'est pas en faisant des actions de sauvetage d'animaux ou de destruction de matériel qu'on « libérera » les milliards d'animaux concernés : « Comment va-t-on arriver à la libération « concrète et physique » des 800 millions de poulets que mangent les Français chaque année ? En ouvrant les cages ? Ou par un sabotage économique mené par une poignée de militants masqués ? C'est absurde. »<sup>79</sup> Etant donné les dangers encourus, qui ne concernent d'ailleurs pas que les militants qui réalisent ces actions<sup>80</sup>, ces actions n'auraient de sens que si elles permettaient de promouvoir vraiment un débat public sur le spécisme, l'égalité, l'abolition, etc. Pour l'instant, hélas, de telles actions n'ont guère été pensées dans cette optique et ont généré un grand gaspillage de temps, d'énergie... et de militants. Il y a vingt ans, il y avait plus de prisonniers politiques de l'ALF que de l'IRA – Armée révolutionnaire irlandaise – dans les geôles du

<sup>79</sup> David Olivier, « Les humains sont des animaux », *Cahiers antispécistes* n°9 (janvier 1994), <http://www.cahiers-antispécistes.org/spip.php?article68>

<sup>80</sup> Des actions illégales peuvent être aisément prises comme prétexte pour criminaliser l'ensemble du mouvement, comme le montrent les exemples autrichiens ou espagnols.

sont indirectement, via l'achat de plats préparés, de pâtisseries, de biscuits, via les restaurants, les hôtels, les cantines...

*Ceux qui sont sensibles à la cause animale mais qui mangent tout de même des animaux le font à cause de blocages psychologiques.* Bizarrement, cette idée peut coexister avec l'idée que le spécisme est omniprésent. C'est notable chez les francioniens : ils disent que 99 % des gens sont partisans de l'exploitation, sont imprégnés de spécisme jusqu'à la moelle, et en même temps que nombre d'entre eux sont néanmoins mal à l'aise avec l'exploitation. C'est pourquoi Francione affirme à qui veut l'entendre « Si vous êtes d'accord avec l'affirmation "il est mal d'infliger des souffrances inutiles à un animal", donnez-moi 15 minutes et je vous rendrais vegan<sup>26</sup> ».

Donc, il convient de contourner ces blocages par divers procédés : édulcorer le message, mettre en avant des arguments indirects, avoir une approche marketing et psychologique du problème. Ce sont ces procédés que nous allons examiner.

## 3. Les conséquences de la stratégie de réduction de la demande par l'éducation du consommateur

De ces présupposés découlent plusieurs conséquences sur les comportements et réflexions des militants.

### 3.1 La méthode « Témoins de Jéhovah »

Consistant à aborder chaque personne individuellement pour la *convertir* petit à petit. C'est partir de l'idée que les mangeurs de viande le sont par conviction et c'est faire l'impasse sur les déterminants sociaux de la consommation de viande.

La méthode « Témoins de Jéhovah » a une conséquence curieuse : en réponse au « blocage » du passant moyen, les éducateurs végans<sup>27</sup> édulcorent leur message par divers moyens : les arguments indirects, mais aussi ne pas appeler un chat « un chat » (ne pas dire que tuer les animaux est immoral, ne pas parler de meurtre...). L'ennui, c'est qu'à trop vouloir rendre le message acceptable aux oreilles de gens qui de toute façon ne deviendront pas d'eux-mêmes végétariens, ou alors de vagues flexitariens du dimanche, on s'aliène les gens sensibles à la question animale. Car enfin, même dans le cadre de l'appel à la vertu, les prochaines cohortes de végétariens ne viendront pas d'aficionados chasseurs bouchers, mais des 14 % de personnes mal à l'aise avec le meurtre des animaux. Quitte à faire la promotion du végétarisme, il semblerait plus opportun de les cibler et d'ignorer les cris et moqueries des 86 % autres<sup>28</sup>.

<sup>26</sup> Il me semble très curieux de penser qu'il est relativement facile de convaincre quelqu'un de devenir vegan dans un monde carniste mais que cette même personne va nous rire au nez si on parle d'abolition de la viande ou de fermeture des abattoirs...

<sup>27</sup> C'est moins vrai des véganistes.

<sup>28</sup> Ceci me semble être une conséquence de l'habitude qu'ont beaucoup de végétariens de parler à des murs,

## 3.2 La place du marketing

### 3.2.1 La chair est faible

Les éthiciens de la vertu et les universalistes qui ont la mauvaise idée de fonder leur message sur l'appel à la vertu sont confrontés à un constat amer : les humains ne sont pas à la hauteur de la morale qu'ils ont conçue pour eux. En l'occurrence, les végétariens ne courent pas les rues.

Il leur faut donc mettre en place quelques incitations égoïstes. Les religions promettent le salut (ou une réincarnation en brahmane). Les promoteurs de l'agriculture biologique une protection contre le cancer, les éducateurs végétaristes une bonne érection et des artères propres.

C'est ainsi que PETA a lancé plusieurs campagnes sur le thème « Vegetarians have better sex », traduit par PETA France en « Les végétariens sont de meilleurs amants ». Avec comme media des clips mêlant femmes dénudés et légumes verts, ou des actions de rue centrées sur des couples (dénudés, toujours) s'embrassant<sup>29</sup>.

### 3.2.2 Les arguments indirects

La vigueur sexuelle n'est qu'un argument indirect parmi d'autres. On appelle « arguments indirects » les arguments autres que les arguments éthiques. L'idée est que, puisqu'il s'agit d'augmenter le nombre de consommateurs végétariens, tous les arguments sont bons. Or, les arguments indirects ont un défaut majeur : ils ne sont pas contraignants, c'est-à-dire qu'ils n'impliquent pas d'arrêter complètement de manger des animaux, encore moins des produits animaux, et encore moins de fermer les abattoirs et démanteler l'industrie de la viande. Car enfin, ce n'est pas une portion de poulet fermier par semaine et une tranche de jambon bio qui vont rendre quelqu'un malade<sup>30</sup> ou détruire la planète<sup>31</sup>, ni un peu de parmesan dans les

---

que ce soit pour des raisons indépendantes de leur volonté (les discussions avec l'entourage, les collègues, et autres relations) ou à cause de certaines pratiques militantes (les stands de rue).

<sup>29</sup> Ce qui ne va pas dans cette campagne, c'est sa conclusion. Celle-ci n'est pas « nous sommes en bonne santé », ou quelque chose dans ce genre, mais : « devenez végétariens ». On tire du fait que les végétariens sont en forme non pas l'idée que l'exploitation des animaux est inutile et nuisible, ou que les préjugés contre les végétariens sont faux (si c'était le cas, ce serait une bonne campagne), mais qu'il est dans notre intérêt personnel de moins manger les animaux (« moins » car une consommation modérée de viande ne provoque pas d'asthénie foudroyante ou de troubles de l'érection).

<sup>30</sup> En effet, une consommation modérée de produits animaux, comme c'est le cas, par exemple, dans le régime méditerranéen omnivore, n'a pas d'effet négatif établi, contrairement à ce que sous-entendent certains argumentaires santé fallacieux.

<sup>31</sup> En effet, la pollution ou le gaspillage ne posent de problèmes environnementaux qu'au-delà d'une certaine quantité. D'ailleurs, en deçà d'un certain nombre d'animaux, l'élevage n'a aucun impact négatif sur l'environnement puisque les animaux se contentent des produits végétaux que les humains ne peuvent consommer (l'herbe des fourrés ou des terrains non cultivables, la balle des céréales, les épluchures de légumes, etc). Ajoutons qu'il n'y a pas que l'élevage qui pollue plus qu'il n'est nécessaire pour maintenir en vie les humains. Quelqu'un qui refuse en toute occasion le moindre lardon pour raison environnementale

qui nous permet d'en être si sûrs ? Le présupposé « végétariste »<sup>77</sup> nous colle des œillères et nous empêche de faire un pas de côté et de nous poser ce genre de questions...

En tout cas, les exemples ci-dessus le montrent bien, l'approche publicitaire peut amener à entériner et à réaffirmer des valeurs qui vont à l'encontre de notre lutte : réaffirmation ici de la virilité, réaffirmation du primat du plaisir personnel sur l'éthique ou de la santé humaine sur la vie des autres animaux, réaffirmation du spécisme, etc.

L'approche publicitaire tente de séduire pour emporter l'adhésion. Mais pourquoi des discours ou des actions « choquants », par exemple, ne se révéleraient-ils pas plus utiles et « rentables » sur le court, moyen ou long terme que les actions ou propos gentillets censés brosser les gens dans le sens du poil ? Nous avons souvent utilisé par le passé des affiches ou des types d'actions dont les messages brisaient des tabous, enfreignaient des interdits sociaux ; or, si nous avons bien sûr eu des retours négatifs et nous en sommes pris plein la gueule, nous avons aussi fréquemment réussi à révolutionner la façon dont les gens se rapportent à la question animale.

De nombreux mouvements politiques axent justement leur stratégie sur des actions « coup de poing » destinées à transgresser bruyamment les normes, rompre le silence. Ce faisant, ils interviennent dans la culture commune en faisant irruption, créent une situation sur laquelle il devient difficile de revenir. Ils posent un « avant » et un « après » clairement identifiables. Leur ambition : modifier énergiquement la perception sociale d'un problème et progresser au plus vite vers sa résolution. Ainsi en fut-il des actions du MLF (Mouvement de Libération des Femmes) dans les années 1970, ainsi également des actions de l'association Act Up ! dans les années 1980 pour une prise en compte par l'opinion et par les pouvoirs publics des ravages causés par l'épidémie du SIDA. Ce sont là deux exemples, parmi de très nombreux, de mouvements qui ont magnifiquement réussi à éveiller les consciences et orienter des décisions politiques.

Nous avons pour notre part à propager dans la culture commune les idées nouvelles de spécisme et d'égalité animale, de droits des animaux, de sentience et de mentaphobie, de véganisme et de végéphobie, ainsi que la revendication d'abolition de la viande : ces idées impliquent à terme des changements dans la sphère privée tout autant que des décisions politiques qui s'appliquent à tous. Il ne s'agit pas de se polariser sur des pratiques alimentaires et de réfléchir uniquement à la façon dont on pourrait contourner sans les changer les idées déjà existantes des gens, en pensant que seul le changement « concret » importe et que tout le reste n'est que babillage inconséquent.

La revendication d'abolition de la viande elle aussi constitue un exemple intéressant ; c'est une revendication dont nous avons eu beaucoup de mal à accoucher, alors qu'une fois qu'elle a été formulée elle nous a paru prodigieusement évidente<sup>78</sup>. Surtout, c'est une revendication dont nous avons craint initialement qu'elle apparaisse totalement extrémiste et qu'elle se heurte à une hostilité encore plus importante que la mention du végétarisme pour les animaux ; or, les actions de

---

<sup>77</sup> J'entends par « végétariste » : « qui veut avant tout convaincre l'autre de devenir végétarien » ; de même, « véganiste » : « qui veut avant tout convaincre l'autre de devenir végan » ; on aura compris ici que je n'opère pas de différence essentielle, d'un point de vue stratégique, entre « végétariste » et « véganiste ».

<sup>78</sup> L'idée est apparue lors des Estivales de la question animale de 2005, lors des débats qui ont suivi une présentation de Antoine Comiti intitulée « Esclavage humain et animal », qui portait notamment sur les luttes anglo-saxonnes pour l'abolition de l'esclavage au XIXe siècle. Cf. <http://ancien.question-animale.org/fr/-his/e05/cnt/092.html>

l'instant un régime alimentaire ou un mode de vie comme un produit commercial, que de convaincre une population sur des questions de fond, qui nécessitent un réaménagement culturel, intellectuel et émotionnel, qui nécessitent que les gens bouleversent et même renversent leur point de vue sur des sujets qui leur sont essentiels. Nous voulons changer une société dans les décennies à venir, « pour les siècles des siècles ». Nous cherchons nécessairement à intervenir non seulement sur le court terme, mais aussi sur une temporalité plus lente, plus profonde, même si l'une des modalités n'a pas à exclure l'autre.

Certes, les sensibilités procèdent parfois des pratiques individuelles de consommation, et il est quasi certain que des personnes qui sont déjà végétariennes seront plus facilement disposées à prendre en compte la question animale ; mais vouloir convaincre par tous les moyens les gens de devenir végétariens, en espérant plus tard mieux pouvoir les intéresser à la question animale, n'est-ce pas opérer tout de même un gros détour par rapport à la stratégie qui consiste à vouloir les convaincre directement du bien-fondé de ce qu'on pense réellement ? Et quel point commun y a-t-il entre être végétarien pour sa santé ou parce qu'on veut diminuer l'« impact de notre alimentation sur la planète », et refuser de manger de la viande parce qu'on refuse l'asservissement et le meurtre d'autres êtres sentients ? On ne projette pas du tout le même type de monde, de valeurs, de futur. Dans le premier cas, on continue implicitement à considérer des êtres sentients comme élevables et assassins pour un rien ; dans le second cas, on réaffirme en plus – implicitement, là encore – qu'ils restent des éléments inessentiels d'un Tout ; dans le troisième cas, au contraire, on les considère enfin comme des individus comptant pour eux-mêmes, ce qui est le préalable à toute libération imaginable.

Noam Chomsky fait remarquer à juste titre que lorsqu'on défend des opinions minoritaires, on ne peut pas se contenter, comme le font nos adversaires majoritaires, de les évoquer comme des évidences<sup>75</sup> ; il nous faut les argumenter, prendre du temps, surmonter les nombreux obstacles idéologiques, psychologiques et autres qui ont été dressés... On peut imaginer que l'approche publicitaire demande pour fonctionner pleinement d'être déjà en position d'autorité, de pouvoir, en position d'évidence ; or, nous ne sommes justement pas en position d'évidence. Le sociologue des changements sociaux Serge Moscovici, encore lui, affirme que « certains mouvements minoritaires ont le tort de se conduire comme s'ils étaient majoritaires. Lorsqu'une minorité essaye d'influencer un groupe avec des armes qui ne lui sont pas propres, elle échoue. »<sup>76</sup>

L'approche publicitaire implique de contourner les idéologies déjà présentes plutôt que chercher à les affronter pour les contrer, affaiblir, subvertir. Par exemple, au lieu de dénoncer les liens entre sexisme et spécisme, elle consistera au contraire à soutenir qu'être végétarien est désormais le *must* du virilisme ; au lieu de réaffirmer que l'éthique doit primer sur l'esthétique, elle exposera que les plats végétariens sont délicieux ; au lieu de proclamer que les intérêts des autres animaux doivent primer lorsqu'ils sont plus importants que les nôtres, elle préférera souligner que le végétarisme est très sain pour les humains... Peut-être dans certains cas cela peut-il se révéler utile, mais qu'est-ce

<sup>75</sup> Cf. le documentaire audiovisuel canadien, *Chomsky, les médias et les illusions nécessaires*, réalisé en 1992 par réalisé par Mark Achbar et Peter Wintonick.

<sup>76</sup> *Ibidem*, p. 9.

spaghettis, ni un pavé de saumon de temps en temps. Et d'ailleurs, être en bonne santé ou progresser spirituellement relève du choix personnel, pas de l'obligation morale. Du coup, mis sur le même plan que les arguments éthiques, les arguments indirects aggravent l'impression que le végétarisme est surrogatoire.

Il s'ensuit que les végétariens qui, croyant être plus consensuels, mettent en avant des arguments indirects, passent paradoxalement pour extrémistes, puisqu'à la suite d'arguments impliquant qu'il est bon de réduire sa consommation de chair animale, ils l'éliminent complètement. Certains poussent même leur jusqu'au boutisme au véganisme.

Troisièmement, les arguments indirects brouillent quelque peu le message général, comme le constate un dirigeant de l'AVF :

*« Alors il est possible aussi que cette conjugaison de réflexions – de raisons, en fait, fasse qu'une partie des gens soient un petit peu perdu et ne sachent plus très bien dans quelle direction ils doivent aller, quels arguments ils doivent accepter, quels arguments ils doivent mettre de côté, pour peut-être un petit peu plus tard »<sup>32</sup>.*

### 3.2.3 Seulement proposer

Un militant qui parviendrait à surmonter les sous-entendus de l'appel à la vertu, c'est-à-dire qui parviendrait à faire comprendre que son appel à la vertu n'est ni surrogatoire ni utopique, et que l'alternative (manger des animaux) n'est pas légitime mais criminelle, paraîtrait fondamentalement agressif. En effet, comme l'appel à la vertu part du principe que le mal vient du cœur de gens, son discours impliquerait que les gens sont des salauds. Alors que l'exigence de justice prend la société à parti et non les individus en particuliers.

Pour éviter cet écueil, les éducateurs végétaristes évitent à toute force d'avoir l'air « d'imposer » quoi que ce soit, de paraître forcer la main à qui que ce soit (cf. § 2.2.1.). Ils affirment qu'ils ne font que proposer un mode de vie. Je ne te force pas, je te montre juste que c'est possible, et seulement si tu en as envie. Exemple déjà cité :

*« On ne doit pas dire aux gens de devenir véganes, mais leur en suggérer la possibilité. On ne doit pas leur mettre sous le nez des images d'animaux morts sans qu'ils l'aient demandé, car, qu'on le veuille ou non, c'est une agression et cela tend à les culpabiliser, or ils culpabilisent déjà. »*

Cela ne fait que renforcer, à mon sens, l'aspect surrogatoire du végétarisme et du véganisme aux yeux du public.

devrait refuser en toute occasion tout végétal qui n'est pas bio et produit localement et plus généralement tout bien ou service superflu ou dont la production n'est pas optimale écologiquement.

<sup>32</sup> André Méry dans l'émission « Terre à terre » sur *France Culture*, le 20/02/2010.

### 3.2.4 Être des représentants

La littérature végétariste explique aux militants qu'ils sont les représentants des végétariens auprès du public, et qu'en conséquence ils doivent donner envie : être jeunes et beaux (si possible), en bonne santé, sportifs et musclés, avoir le sourire et les dents blanches, être sympathiques. Certains sont de bon sens, les autres sont bons pour des représentants de commerce, pas des militants.

Dans cette optique, on explique à qui veut l'entendre que les végétariens ont un QI supérieur à la population générale, et qu'ils ont parmi eux un certain nombre de célébrités glamours (d'où cette affiche : « Ils sont célèbres [photos de chanteurs], ils sont beaux [photos de mannequins], ils sont intelligents [photo de L. de Vinci, Tolstoï et Einstein], ils sont sportifs [photos idoines], ils sont végétaliens »).

Symétriquement, il est convenu de se démarquer de personnages controversés (à tort ou à raison), comme Peter Singer ou Brigitte Bardot, au motif qu'ils déparent le mouvement animaliste dans son ensemble.

En somme, les associations végétariennes ressemblent plus à des clubs services qu'à des mouvements politiques ou à des ONG...

### 3.3 La focalisation sur les causes psychologiques

Comme les éducateurs végétaristes travaillent à l'échelon individuel, ils ont tendance à se focaliser sur les causes psychologiques de la consommation de viande. Pourquoi cette personne-là, que j'ai en face de moi, refuse de devenir végétarienne ? Comment la rassurer, la convaincre, lever ses blocages ? Comment faire pour qu'elle ne se sente pas agressée ? Comment lui prouver que les plats végétariens sont savoureux ? D'où les séances de dégustation, les ateliers de cuisines et autres manifestations conviviales<sup>33</sup>.

Se focaliser sur les causes psychologiques, c'est négliger les causes sociales déterminant la consommation de viande (et de produits animaux en général), notamment : législation<sup>34</sup>, subventions à l'élevage, aliments disponibles dans le commerce<sup>35</sup>, menus des restaurants environnants, plats disponibles à la cantine, végéphobie, propagande intense des lobbies de l'élevage et de la pêche, pression familiale, pression du corps médical, diffusion du spécisme par les institutions aux enfants, des livres d'animaux à la crèche jusqu'aux cours de philosophie en terminale, en passant par les leçons de nutrition en classe de cinquième.

On fait souvent le parallèle entre le carnisme et le patriarcat. Or, il est remarquable que, pour leurs concepteurs et diffuseurs, le concept de patriarcat relève de la sociologie, le concept de carnisme de la psychologie.

<sup>33</sup> Ces manifestations ne sont pas mauvaises en soi, évidemment, mais miser dessus pour changer le monde me semble aberrant.

<sup>34</sup> Exemple tout bête : les gens achètent des œufs en batterie parce qu'ils sont autorisés à la vente.

<sup>35</sup> Il est plus facile de se procurer de la viande que des produits végétariens.

Comme on l'a vu, tout événement public (médiatique, dans la rue, etc.), du fait même qu'il est public, a un impact très différent d'une simple communication interpersonnelle. C'est néanmoins sur ces échanges interpersonnels, pourtant nécessairement peu poussés, que nous focalisons notre attention, comme si notre impact public n'était finalement pas si important. Par exemple, dans un récent texte d'appel à une manifestation mensuelle contre l'exploitation animale, il était affirmé qu'il n'y a pas eu de progrès significatif concernant la question animale depuis qu'un mouvement animaliste organisé existe. Pourtant, le fait que le tabou sur la question animale soit tombé, et que celle-ci soit désormais reconnue être un sujet important ; que dans le même temps soient aussi tombés le tabou sur le végétarisme pour les animaux, le tabou sur la question de la viande, constitue certainement une avancée importante qu'on n'aurait pas osé imaginer il y a seulement dix ans. On parle désormais de ces thèmes dans les médias d'une façon de plus en plus objective, sans même plus conclure les articles par cette petite touche ironique et dépréciative à laquelle les journalistes nous avaient pourtant habitués. Ça ne change pas grand-chose pour l'instant au sort concret des animaux qui partent à l'abattoir, mais c'est pourtant sans doute le meilleur encouragement qu'on ait reçu depuis plus d'un siècle et demi que le mouvement animaliste existe. Ça laisse enfin espérer qu'un jour l'opinion puisse basculer. Or, l'effritement du tabou sur la viande n'a vraisemblablement pas tant résulté d'une multitude de changements d'ordre individuel que d'un mouvement sociétal global : il n'a pas (ou très peu) été obtenu en convaincant des gens en discutant autour d'une bière ou d'une tasse de thé, mais « en faisant du bruit », à force d'occuper la rue et distribuer des tracts, de coller des affiches, de publier des livres, des articles, d'organiser des débats ou des colloques, d'envoyer des communiqués de presse, de dénoncer les pires formes d'exploitation (foie gras, poules en batterie, corrida...), de rendre publique une opposition. C'est bien un tel « bruit » tous azimuts qu'il nous faut organiser sans relâche ; c'est cette continuelle agitation contestataire qui au final impose qu'une société en vienne à reconnaître telle ou telle problématique comme légitime.

La promotion du végétarisme ou du véganisme, bien sûr, participe de cette agitation au même titre que de nombreuses autres approches citées ci-dessus. Elle est certes utile, mais elle occupe une place trop importante, au point d'éclipser les revendications politiques. Elle ne doit pas rester notre stratégie principale, comme c'est bien trop souvent le cas.

Notamment, la stratégie de la conversion nous fait courir le risque de tomber dans le piège d'une approche « publicitaire » en lieu et place de l'approche politique qui est celle, classique, des mouvements militants. Une illustration édifiante d'une telle approche est donnée par exemple par les « Veggie Pride » de 2009 de Birmingham (UK) ou de New York dont la présentation, censée ainsi plaire au plus grand nombre, exclut quasiment toute référence à la question animale<sup>73</sup> – quand la Veggie Pride originelle est au contraire tout entière centrée sur cette problématique et celle, qui en résulte, de la végéphobie<sup>74</sup>.

Une telle approche publicitaire revient à escamoter l'idée de changement social. Si elle tend à devenir hégémonique, elle me semble catastrophique. Notre objectif n'est pas tant de vendre à

<sup>73</sup> Cf. <http://www.veganmidlands.org.uk/veggiepride/index.html>

<sup>74</sup> Cf. la brochure *Réflexions sur la Veggie Pride*, [http://grenier.veggiepride.fr/2009/brochure-Reflexions\\_sur\\_la\\_Veggie\\_Pride-201003.pdf](http://grenier.veggiepride.fr/2009/brochure-Reflexions_sur_la_Veggie_Pride-201003.pdf)

associations ou des groupes non spécialisés dans la question animale nous rejoindront et parleront aussi de morale, de justice et de prise en compte des intérêts des autres animaux, nous aurons infiniment plus gagné qu'en convaincant même quelques milliers ou dizaines de milliers de personnes de changer d'alimentation. Et en parlant d'abolition, nous cessons de donner l'impression que la question animale reste une question de seconde zone, une question finalement personnelle, qui autorise chacun à choisir librement ce qu'il est juste ou non de faire : cesser de faire tuer, ou bien décider tout de même de continuer ?

Il nous faut nous projeter à l'échelle d'une société. La France à elle seule comprend 64 millions d'individus, et l'influence culturelle francophone touche environ 200 millions de personnes de par le monde. C'est pourquoi je pense que l'urgence est de rendre public dans le mouvement animaliste des débats de fond sur les stratégies : comment porter politiquement l'antispécisme, comment porter publiquement la revendication d'abolition de la viande, et comment avancer nos pions dans une société qui reste très profondément hostile à toute remise en question dans ce domaine ?

## 2. Quels moyens employer ?

Nous aspirons à un changement d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité (et dans l'histoire des animaux en général) : un changement qui concerne les sociétés dans leur ensemble, au niveau mondial, un changement qui ne soit pas une simple mode mais qui soit suffisamment ancré pour ne pas être remis en question à la première crise venue. Un changement qui bénéficie ainsi durablement aux générations futures. Nous voulons modifier en profondeur la façon dont nous nous rapportons à des milliers de milliards d'autres êtres sentients. C'est rien moins qu'une révolution.

L'abolition de l'exploitation animale, ne serait-ce qu'elle, implique une rupture dans notre rapport aux autres animaux, c'est-à-dire, dans notre rapport au monde. Elle signifie modifier concrètement et symboliquement la place que nous nous accordons dans l'univers, la façon dont nous nous octroyons de la valeur, etc. Elle signifie une restructuration de grande ampleur, à l'échelle mondiale, de l'agriculture, de ce qu'on appelle l'économie, de notre façon de concevoir la politique, etc.

Un tel objectif ne peut être atteint qu'en conjuguant des approches très différentes. Or nous avons trop tendance, aujourd'hui encore, à évaluer nos stratégies en fonction du seul critère de l'impact visible, immédiat, cernable, qu'ont nos discours sur nos interlocuteurs : avons-nous réussi à les amener à changer leurs habitudes alimentaires, ont-ils cessé de participer au grand massacre ? Mais ce faisant, nous restreignons abusivement à la fois nos critères d'évaluation et les objectifs que nous pouvons nous donner. Heureusement que nos interventions peuvent avoir d'autres impacts que le seul végétarisme, même s'ils sont plus difficiles à évaluer !<sup>72</sup>

<sup>72</sup> Cf. Anne Meyroux et Serge Moscovici, *art. cit.* Moscovici parle d'un « impact caché » des minorités. De nombreuses recherches en psychologie sociale montrent que l'influence des minorités actives est parfois plus indirecte, mais aussi plus importante qu'on ne l'imagine spontanément, et qu'elles peuvent « changer la société » sans bénéficier pour autant d'une adhésion en bonne et due forme : « Les expériences sur la conversion prouvent bien que les mouvements minoritaires peuvent avoir une influence, par exemple les écologistes, mais ce n'est pas pour autant que les gens vont voter pour eux. »

Patriarcat : « *Une forme d'organisation sociale et juridique fondée sur la détention de l'autorité par les hommes* » (Bonte, 1991, p. 455)

Carnisme : « *Le système invisible de croyances, ou idéologie, qui conditionne les gens à manger certains animaux* »<sup>36</sup>

De la même façon, alors que le mouvement de libération animale existe depuis une quarantaine d'années, la notion de végéphobie, un frein *social* au végétarisme, n'a été développée que récemment.

De nombreux végétariens affirment qu'être végétarien est facile et que les mangeurs de viande ne se rendent pas compte à quel point c'est facile (après une période d'adaptation, d'acquisition de connaissances diététiques et culinaires). Je crois au contraire que les mangeurs de viande se rendent très bien compte des difficultés sociales qu'entraîne le végétarisme et que ces difficultés les rebutent. La plupart des gens pâlisent à la seule idée de devoir argumenter en public, de devoir faire face à l'opposition, voire l'hostilité, d'un groupe entier de personnes. Beaucoup de gens sont inconsistants et ne sont pas capables de résister à la tentation d'un met carné, lesquels sont omniprésents dans notre société. Beaucoup ne connaissent aucun végétarien dans leur entourage et ont peur de l'isolement. Bref, comme le dit Martin Balluch, les humains sont plus des animaux sociaux que des animaux rationnels.

### 3.4 La focalisation sur le comportement

Un autre effet pervers de la stratégie de la conversion est que, dans les médias, on présente ceux qui s'opposent à l'exploitation des animaux comme des véganes (et non comme des antispécistes, sensibilistes, militants pour les droits des animaux, égalitaristes, opposants à telle ou telle pratique, etc). L'accent est mis sur leur comportement plutôt que sur leurs idées. S'ensuit d'interminables listes d'interdits, y compris les plus bizarres, en lieu et place des arguments moraux.

En 2003, le journal *Libération* a consacré un article à la troisième Veggie Pride<sup>37</sup>. Environ 70 % de l'article est consacré aux difficultés de la consommation végane (dépeinte comme un calvaire obsessionnel) mais surtout à d'interminables listes de produits autorisés et défendus, jusqu'au plus infime additif des préservatifs en latex.

L'ambiguïté autour du lait maternel illustre le fait que le public retient du véganisme plus une liste d'interdits qu'une position morale. D'aucuns se demandent si les véganes sont contre l'allaitement au lait maternel humain<sup>38</sup>. Idée tout à fait saugrenue, mais indiquant qu'ils ont retenu « les véganes ne consomment pas de lait » ou « les véganes ne consomment aucun produit d'origine animale » plutôt que « les véganes sont contre le meurtre des veaux, le mode d'élevage des vaches laitières et leur « réforme » dès que leur productivité baisse ».

<sup>36</sup> <http://www.carnism.com/carnism.htm>

<sup>37</sup> <http://www.liberation.fr/week-end/0101443374-les-vegetaliens-des-animaux-comme-les-autres>

<sup>38</sup> Par exemple une intervenante dans le débat faisant suite au reportage « les nouveaux végétariens » (diffusé sur *Arte* en avril 2012).

### 3.5 La réduction à l'homo economicus

Cette réduction consiste à ne voir en un humain qu'un consommateur, et non pas un citoyen. Beaucoup d'émissions abordent la question animale sous le seul angle végétariste.

L'émission « Le choix de la rédaction » sur *France Culture*, du 20 mai 2013 portait sur « l'abolition de la viande ». En fait, durant les cinq minutes de l'émission, il n'est que très peu question de cette revendication politique (réduite à l'abolition des seuls élevages intensifs) et des arguments qui la justifient (réduits à « l'élevage industriel est mauvais pour l'environnement et cruel pour les animaux »). L'essentiel de l'émission porte sur : la typologie *sur critère de consommation* des militants, des plus modérés (les semi-végétariens et les végétariens<sup>39</sup>) aux plus radicaux (les véganes) ; l'ouverture d'un restaurant à Paris par une cuisinière qui met en avant la santé et l'environnement, l'attitude des parents d'une cliente quand elle a fait son coming-out végétarien, les moqueries de son entourage, la faible offre de produits et repas sans viande en France, l'évolution des mentalités. Conclusion : « les mentalités doivent encore évoluer pour accepter ces régimes ».

Bref, une émission plus axée « tendance conso » que « débat de société ». Cela n'est pas un problème en soi (il est évidemment légitime et intéressant de parler des tendances de consommation) mais c'est un problème dans la mesure où l'émission était censée porter sur l'abolition de la viande. Cette revendication semble avoir été perçue comme un simple appel au végétarisme.

Or, la revendication d'abolition de la viande est une revendication politique. Elle n'a pas spécialement pour but d'augmenter le nombre de végétariens, mais plutôt de poser, en tant que débat public, politique, de société, la question de la légitimité du meurtre des animaux à des fins alimentaires, et de proposer une réponse à la société : la production de viande n'a pas de justification morale et doit être abolie, comme le fut l'esclavage au 19<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire interdite juridiquement<sup>40</sup>.

Et ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. L214 a lancé une campagne pour obliger Monoprix à retirer de ses rayons les œufs de poules élevées en cages. L'objectif de cette campagne est politique : d'une part, affirmer publiquement qu'il n'est pas normal que l'on vende des produits pareils dans les supermarchés, d'autre part faire plier une enseigne de distribution, et ainsi obtenir une victoire permettant des victoires futures concernant d'autres enseignes ou d'autres produits. Hélas, beaucoup de véganes n'y ont vu qu'une campagne visant à sensibiliser le consommateur en général et le client de Monoprix en particulier. D'où les critiques du type « autant leur proposer d'emblée de se passer d'œufs plutôt que de les inciter *de facto* à acheter des œufs de poules élevées en plein air »<sup>41</sup>.

<sup>39</sup> Lesquels mangent du poisson, si j'ai bien compris ce que j'ai entendu.

<sup>40</sup> Pour une explication détaillée voir Comiti et Reus (2008) et Reus (2009).

<sup>41</sup> Voir les débats sur le blog *Les questions composent* : <http://lesquestionscomposent.fr/pourquoi-je-ne-participerai-plus-aux-actions-reformistes/> et <http://lesquestionscomposent.fr/debat-faut-il-reformer-lindustrie/>

lieu de se faire les propagandistes d'une exigence de justice questionnant logiquement la société dans son ensemble. Les stratégies sont différentes, entre ceux qui se définissent comme végétariens ou vegans et qui mettent ainsi prioritairement en avant leur pratique, et ceux qui s'affirment « contre le spécisme », « pour l'égalité animale » ou « pour les droits des animaux », et qui mettent l'accent sur l'éthique et le projet politique. Je pense que ces différences de stratégie ont des conséquences importantes sur le long terme et que, comme le proclame A. Sarukhanyan, il nous faut opérer un « changement de paradigme »<sup>69</sup> : les animalistes doivent cesser d'en appeler à une éthique de la vertu et d'opter pour une stratégie de la « conversion individuelle », pour revendiquer au contraire une morale universaliste que nos sociétés doivent respecter impérativement, et donc opter pour une stratégie de la revendication politique : la question animale se pose en termes moraux et nous n'avons pas à considérer que torturer et tuer d'autres êtres sentients soit à laisser à l'appréciation de chacun. D'où la revendication d'abolition de la viande. Une revendication qui se situe certes dans la continuité de la stratégie véganiste, dans la mesure où elle a la même finalité : que tout le monde devienne vegan, et cesse donc de recourir à l'exploitation animale. Mais du fait même qu'il s'agit d'une revendication, elle constitue aussi un dépassement de cette stratégie, dans la mesure où elle s'adresse à la société tout entière et la somme de considérer sérieusement l'exigence de justice et de s'y plier. La lutte passe au cran supérieur.

Effectivement, on ne peut plus se cantonner à s'adresser aux gens de façon individuelle, en cherchant à les convaincre du bien-fondé de nos idées, de façon qu'ils changent, un-e à un-e, leur régime alimentaire personnel, etc. On n'a jamais combattu victorieusement une domination recourant uniquement à une stratégie de la « conversion »... mais bien en organisant des modes de protestation publics, en revendiquant des changements sociaux. Il est évidemment important de continuer à discuter avec notre entourage et d'expérimenter et de promouvoir des modes de vie meilleurs, mais cela ne doit pas devenir notre objectif ultime ; des campagnes publiques de dénonciation du spécisme ou de revendication de l'abolition de la viande<sup>70</sup> restent absolument nécessaires. Il nous faut nous adresser à l'ensemble de la population pour qu'elle finisse par accepter ce débat qu'elle refuse encore avec la dernière des énergies, sur la légitimité morale de la consommation de viande (et autres produits animaux), et lutter de façon globale pour l'interdiction de cette dernière : pour l'abolition d'une pratique sanguinaire centrale dans nos sociétés.

Ce seront d'intenses campagnes qu'il nous faut mener pour l'abolition, pour créer un rapport de force<sup>71</sup> avec les partisans de l'esclavage animal ; il nous faut nous préparer à des luttes nombreuses, très diverses, de grande ampleur, qui vont devoir mobiliser des forces très importantes sur de longues durées... Bref, il nous faut nous apprêter à mener un combat politique radical sur un sujet fondamental. Les médias ont déjà commencé ces dernières années à changer de ton en parlant de ces sujets, ils commencent à considérer qu'il s'agit de sujets sérieux ; le jour où des individus, des

<sup>69</sup> A. Sarukhanyan, « Pour l'abolition du véganisme, pour l'abolition de l'esclavage »,

<http://abolitionduveganisme.blogspot.fr/> ; en anglais : <http://fortheabolitionofveganism.blogspot.fr/>

<sup>70</sup> Lorsque l'on parle d'abolition de la viande, il s'agit d'un raccourci efficace, mais qui vise plus généralement l'abolition de la consommation de tous les produits animaux destinés à l'usage alimentaire...

<sup>71</sup> Je ne parle pas nécessairement de violence, mais bien par contre de rapport de force politique.

unis, par exemple<sup>64</sup> ; les restrictions qui se font jour un peu partout sur l'utilisation des grands singes, au nom de droits fondamentaux qu'on commence à leur reconnaître<sup>65</sup> ; mais aussi les victoires remportées dans différents pays, comme notamment en Autriche où en quelques années seulement, le mouvement animaliste a su imposer l'interdiction des animaux sauvages dans les cirques, l'interdiction de la fourrure, la fin des élevages de poules pondeuses en batterie<sup>66</sup>, etc.

Dans le mouvement animaliste anglo-saxon s'affrontent aujourd'hui ceux qui s'auto-dénoient « abolitionnistes », qui pensent que lutter pour l'interdiction des pires méthodes d'exploitation animale renforce l'exploitation dans sa généralité en la rendant plus acceptable pour l'opinion, et ceux qui choisissent de se battre effectivement contre ces pires formes d'exploitation (comme les élevages en batterie de poules pondeuses, par exemple). Il s'agit d'un débat déjà fort ancien, qui a agité tous les réformateurs et les révolutionnaires depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Il ne concerne pas seulement le mouvement animaliste, mais bien l'ensemble des mouvements progressistes. Il est pourtant loin d'être évident que les termes du débat méritent ainsi d'être opposés. Un slogan du Mouvement des Sans-Terres, le *Movimento dos trabalhadores Sem Terra*, le plus important mouvement de lutte sociale au Brésil, proclame vouloir « étendre la surface de la cage avant de la casser »<sup>67</sup>. Le MST, comme avant lui les syndicalistes révolutionnaires ou les anarcho-syndicalistes, comme les militants de l'écologie politique ou du féminisme des années 1970, etc., n'oppose pas les luttes sectorielles, aux objectifs déterminés et limités, et une perspective révolutionnaire à plus long terme, mais les considère au contraire comme complémentaires : chaque petite lutte engagée est une occasion de propager une critique plus globale, chaque petite lutte gagnée sert de tremplin à des luttes de plus grande envergure...

L'opposition entre « réformistes » et « révolutionnaires » reflète sans doute plus les parti-pris idéologiques et les postures caractérielles des militants que des stratégies dont les objectifs et les moyens auraient été mûrement pesés en fonction de leurs objectifs, de leurs conséquences et de leur efficacité<sup>68</sup> ; mais cette opposition est en outre profondément pernicieuse en ce qu'elle occulte un autre débat, qui me paraît aujourd'hui primordial, du fait que ceux qui se disent révolutionnaires (« abolitionnistes ») continuent de considérer la lutte sous un angle quasiment exclusivement « végétariste » et non pas politique ou social : ils considèrent la stratégie de la conversion, la propagation du véganisme (c'est-à-dire, l'appel à la vertu) comme l'alpha et l'oméga de la lutte, au

<sup>10</sup> Estiva Reus, « Welfarisme. De l'expérience d'Henry Spira à la situation d'aujourd'hui », *Cahiers antispécistes* n°24 (janvier 2005), <http://www.cahiers-antispécistes.org/spip.php?article258>

<sup>65</sup> David Olivier, « Le projet Grands Singes anthropoïdes », *Cahiers antispécistes* n°8 (septembre 1993), <http://www.cahiers-antispécistes.org/spip.php?article250>

<sup>66</sup> Martin Balluch, « Abolitionnisme versus réformisme ou : quel type de campagne conduira finalement aux droits des animaux ? », *Cahiers antispécistes* n°30-31 (décembre 2008), <http://www.cahiers-antispécistes.org/spip.php?article370> ; Comment: Abolitionism versus Reformism. Reply to Francione's comment to „Abolitionism versus reformism,, : [http://www.vgt.at/publikationen/texte/artikel/20080325-Abolitionism/20080414index\\_en.php](http://www.vgt.at/publikationen/texte/artikel/20080325-Abolitionism/20080414index_en.php)

<sup>67</sup> Cf. James McWilliams, « La querelle des défenseurs des animaux », traduit par Hélène Oscar Kempeneers, *Slate*, 21/09/2012, <http://www.slate.fr/story/61967/homme-animaux-defense-droits>.

<sup>68</sup> Un antagonisme similaire oppose dans le milieu animaliste ceux qui s'autoproclament « radicaux », qui affirment qu'il faut être en cohérence avec ses idées sous peine de les vider de toute valeur et qu'il faut donc être végan, et ceux qu'ils considèrent comme des « inconséquents », qui se contentent d'être végétariens ou de prôner le végétarisme.

## 5. Conclusion

L'appel à la vertu est probablement efficace pour convaincre une personne donnée, un proche, un ami, un voisin, de devenir végétarien. Il ne l'est pas à l'échelle d'une population. C'est comme si, sous prétexte qu'une serpillière est le meilleur instrument pour éponger une flaque, on entreprenait de vider une piscine avec.

L'un des buts de la stratégie de la conversion au végétarisme est de combattre l'idée que la viande et les produits laitiers sont indispensables à l'équilibre alimentaire, et corrélativement d'informer sur la possibilité du végétarisme et du végétalisme. Or, le mouvement végétarien français existe depuis 150 ans et a longtemps axé sa communication sur les arguments santé. Avec une efficacité à peu près nulle.

L'argument écologique est-il plus efficace ? Cela fait 40 ans qu'on informe les gens en matière d'écologie, sans que cela ait un effet notable sur leur mode de vie. Seuls ont un effet notable les changements politico-économiques (pour ne prendre que le cas des transports : prix des carburants, disponibilité des transports en commun, interdiction de l'essence au plomb, pots catalytiques obligatoires, etc).

Plus fondamentalement, au cours de l'histoire, aucun problème moral n'a été résolu par le seul appel à la vertu. Les progrès sont venus d'un militantisme politique, à échelon collectif, portant des exigences de justice, et il n'y a aucune raison de procéder différemment pour les animaux non humains.

## Bibliographie

- D. Ariely. *C'est (vraiment ?) moi qui décide*. Traduit par C. Rosson. Paris, France : Flammarion, 2008.
- P. Bonte, M. Izard. *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Presses universitaires de France, 1991.
- G. Cazes-Valette, et J.-P. Albert. *Les Déterminants du rapport à la viande chez le mangeur français contemporain*. Paris, France, 2008 (thèse de doctorat).
- S. Chapman, P. Alpers, K. Agho, M. Jones. « Australia's 1996 gun law reforms : faster falls in firearm deaths, firearm suicides, and a decade without mass shootings », *Injury Prevention* 12 :365-372, 2006
- F. Dupont et E. Reus. « Le paradoxe de la viande : Comment peut-on ne pas être végétarien ? », *Les Cahiers antispécistes* n°35 (novembre 2012). <http://www.cahiers-antispecistes.org/spip.php?article416>
- F. Dupont et E. Reus. « Qui sont les nouveaux végétariens ? », *Les Cahiers antispécistes* n°35 (novembre 2012). <http://www.cahiers-antispecistes.org/spip.php?article417>
- E. Reus, « Animal mon égal. Éthique et politique de l'abolition de la viande », *Multitudes* n°36, été 2009, p. 186-190.
- E. Reus, « Le paradoxe de la viande » dans *La Raison des plus forts : la conscience déniée aux animaux* : [actes du colloque organisé à l'université Paris V René Descartes, le 14 novembre 2009]. Paris : Imho, 2010.
- A. Comiti, E. Reus. « Abolir la viande », *Les Cahiers antispécistes* n°29 (février 2008). <http://www.cahiers-antispecistes.org/spip.php?Article363>
- A. Sarukhanyan, « Pour l'abolition du véganisme, pour l'abolition de l'esclavage », 2013 <http://abolitionduveganisme.blogspot.fr/>

*Compassion in World Farming* (en application de la législation déjà existante !), menacerait sa survie à cause des coûts que cela entraînerait<sup>59</sup>. Dans cette optique, c'est moins le discours qui est tenu publiquement qui importe, que le résultat obtenu. Par exemple, une campagne du CIWF<sup>60</sup> demande que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD, une institution financière publique) cesse de financer chaque année pour quelque 220 millions d'euros des projets liés à des élevages industriels<sup>61</sup>. L'argument invoqué par le CIWF pour exiger la suppression des financements n'est pas directement lié à la question animale en tant que telle, puisqu'il soutient simplement que l'élevage industriel ne peut rentrer dans le cadre du développement durable dans lequel est censée opérer la BERD.

Ceci dit, si ce travail d'affaiblissement des filières est principalement effectué au nom de considérations de santé humaine ou d'écologie, il peut certes permettre que régresse ou disparaisse tel ou tel type d'exploitation, mais il est à craindre qu'il ne s'opère alors une reconfiguration de la production et de la consommation des ménages vers d'autres types d'exploitation. Ainsi, on voit actuellement la consommation des Français évoluer vers une baisse des achats de viandes rouges, compensée par une hausse des achats de viandes blanches ou de poisson. Or, les poissons et les « volailles » et lapins pourvoyeurs de viandes blanches sont de petits animaux comparativement à des bœufs, ce qui signifie que pour une même quantité de viande, le nombre de victimes augmente considérablement<sup>62</sup>. Autre exemple : l'Organisation des Nations-unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) préconise de reconvertir les élevages extensifs de bovins, grands producteurs de gaz à effet de serre, en élevages intensifs de poulets, dont l'impact écologique est de ce point de vue bien meilleur<sup>63</sup>. Du point de vue des souffrances générées, loin de constituer un progrès, cela entraînerait un accroissement massif du nombre d'êtres sentients esclavagisés puis assassinés, qui auraient vécu une vie plus épouvantable encore.

En revanche, si la campagne visant à affaiblir une filière est menée explicitement au nom des intérêts propres des premiers concernés, les animaux exploités, elle constitue un travail de sape de l'exploitation animale dans son ensemble. Elle popularise au sein de l'opinion publique l'idée, aussi minimale soit-elle, qu'on doit prendre en compte les intérêts des autres animaux.

Le mouvement de libération animale peine à trouver ses marques, des modes d'actions efficaces. C'est aussi qu'il se heurte à très forte partie. Malgré cela, il a su remporter des victoires qui fragilisent l'ensemble du système de l'exploitation animale : les victoires de Henry Spira aux Etats-

<sup>59</sup> Cf. Eric de La Chesnais, « La pétition qui embarrasse la filière porcine française », *Le Figaro* du 7 juin 2014, <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/06/07/20002-20140607ARTFIG00036-la-petition-qui-embarrasse-la-filiere-porcine-francaise.php> ; bien sûr, il faut prendre avec des pincettes les déclarations des éleveurs porcins, qui ont tout intérêt à hurler qu'on les égorge avant même qu'on sorte le couteau...

<sup>60</sup> *Compassion in World Farming*, dont la succursale française est le CIWF-France.

<sup>61</sup> Cf. <https://tinyurl.com/of5k2qe>

<sup>62</sup> Cf. « La consommation de viande en France : contradictions actuelles », *Cahiers antispécistes* n°13, décembre 1995.

<sup>63</sup> FAO, *Livestock Long Shadow. Environmental issues and options*, 2006, <http://www.fao.org/docrep/010/a0701e/a0701e00.HTM>

révolution culturelle aurait dû précéder et accompagner l'interdiction, qui n'a pas eu lieu. Par contre, certaines pratiques ont bel et bien été abolies au cours de notre histoire : aujourd'hui, l'esclavage *stricto sensu* n'est plus possible dans nos pays que de façon clandestine. Plus fondamentalement, le sacrifice des petits enfants a été totalement aboli depuis Abraham. Autre exemple d'abolition réussie : la Suisse a récemment abrogé ses lois contre le duel parce qu'elles s'avèraient ridiculement obsolètes, le duel ayant totalement disparu de nos schémas culturels. Le processus juridique a pu jouer un rôle dans la disparition effective de telle ou telle pratique, mais c'est une évolution de fond de la société qui, toujours, est en jeu.

L'abolition de la viande, et plus généralement de toute exploitation animale, sera ponctuée d'avancées législatives diverses, mais ne pourra pas se réduire à un processus purement juridique. Elle résultera d'un processus culturel, social et politique qui embrassera de nombreux domaines de notre vie.

### 1.2.2. Affaiblir les filières de l'exploitation animale

Le fait que les animaux sont des marchandises est encore un autre fait social fondamental, qui découle de leur statut de biens : ils sont destinés à produire du profit, à accroître le capital des investisseurs. L'exploitation animale, tout particulièrement pour la viande, est un secteur clé de l'économie et mobilise un très grand nombre d'acteurs ; selon Ecolo-Ethik<sup>56</sup>, il y aurait 250 000 exploitations d'élevage en France, et 500 000 emplois seraient générés par les industries des « animaux de rente », et près de 100 000 autres emplois par le secteur de la pêche maritime<sup>57</sup>. Le monde de l'exploitation animale représente une puissance économique colossale : à l'échelle mondiale, ce sont de grands groupes qui contrôlent la majeure partie de la production animale, des groupes qui disposent de moyens incommensurables<sup>58</sup>.

Affaiblir telle ou telle filière de l'exploitation animale est un travail de longue haleine tant les résistances sont grandes. Ce peut être obtenir l'interdiction de telle ou telle forme d'élevage, ou de l'élevage de tel ou tel animal. Ou bien, ce peut-être obtenir telle ou telle loi qui impose à la filière de se restructurer ou d'engager des frais supplémentaires. Ou, bien, obtenir l'arrêt des subventions, etc. Ainsi, par exemple, lorsqu'une directive européenne de 1999, entrée en vigueur seulement en 2012, impose d'augmenter de la taille d'une carte postale (!) l'espace de vie d'une poule, cela paraît bien dérisoire. Pourtant, non seulement cette réformette ridicule a un peu amélioré les conditions atroces d'enfermement de centaines de millions d'entre elles, mais elle a coûté fort cher à la filière. Si nous sommes un jour en mesure d'exiger des améliorations régulières des conditions d'élevage, ça deviendra aussi un levier pour diminuer la rentabilité de l'exploitation animale et, à terme, contribuer à les faire disparaître. Si l'on en croit les propres déclarations de la filière porcine française, l'interdiction de la coupe de la queue et du limage des dents des porcelets réclamée par

<sup>56</sup> Il s'agit d'un think-tank « pour l'innovation écologique, indépendant et transpartisan », qui a organisé en février 2014 un colloque au Sénat, « Nous et l'animal » ; cf. la synthèse des travaux :

<http://ecolo-ethik.org/nous-et-lanimal-synthese-des-travaux-nos-25-recommandations/>

<sup>57</sup> Cf. [http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Chiffres\\_cle\\_peche.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Chiffres_cle_peche.pdf)

<sup>58</sup> Pour en avoir une petite idée, voir par exemple *Grain*, « Une nouvelle offensive dans le monde de la viande industrielle : les multinationales du Sud », <http://www.grain.org/article/entries/4050-une-nouvelle-offensive-dans-le-monde-de-la-viande-industrielle-les-multinationales-du-sud/>

# Pour un monde juste, pour tous les animaux

Yves Bonnardel

## 1. Changer la société plutôt que les individus

Nous avons vu qu'il n'y a pas de raisons valables de refuser d'analyser la question animale comme une question éthique, sociale, culturelle et, à ces divers titres, politique. Au même titre que les autres formes de discriminations ou d'exploitations qu'on est davantage accoutumés à percevoir ainsi, comme celles dont sont victimes les femmes ou bien encore les travailleurs ou les immigrés. Bien sûr, la question animale présente de nombreuses et fortes particularités, mais aussi des points communs avec les autres types de discriminations, points qu'on a relevés en introduction.

Notamment, la question animale « fait système ». La représentation « spontanée » qu'on a de l'exploitation animale la figure de toute éternité inscrite dans l'ordre des choses et donc condamnée à n'être remise en question que de façon purement individuelle et marginale. Pourtant, elle implique une organisation de la société qui n'a rien d'intemporel, qui est au contraire historique et qui évolue en permanence : l'exploitation animale a toujours été fondée sur des institutions, des croyances sociales, des coutumes, des types particuliers de rapports sociaux. Cela nous indique qu'elle n'est pas immuable et que nous pouvons la changer, voire l'abolir, en agissant sur ces institutions, croyances, etc. Cela signifie aussi qu'il s'agit d'un problème qui ne se réduit pas à un cadre individuel – un point sur lequel je reviendrai. Sa résolution n'est pas simplement une question de bonne volonté des uns et des autres, de « niveau de conscience » (morale, spirituelle...) ou de prise de conscience personnelle et d'indignation<sup>42</sup>. Le nombre de personnes qui refusent de participer au grand massacre peut encore augmenter considérablement sans que cela affecte significativement les structures de la société qui permettent ce massacre. C'est ce qu'on observe dans des pays où environ 8% de la population ne mange plus les autres animaux (en Allemagne, par exemple) : le nombre d'objecteurs réduit certes d'autant les débouchés du marché de l'exploitation animale, ce qui est évidemment important, mais ne suffit pas à remettre en cause son existence. L'exemple est plus frappant encore avec l'Inde qui compte près de 40% de végétariens (et dans la région du

<sup>42</sup> Et les prises de conscience ou les indignations elles-mêmes sont à analyser non seulement d'une façon psychologique, mais aussi sociologique. Serge Moscovici dénonce fort justement « cette séparation trop commode entre des phénomènes psychologiques et des phénomènes sociaux. On pense que tout ce qui se passe dans l'individu, avec l'individu, est psychologique, et tout ce qui se passe avec les autres, dans la société, est du social. Le grand mystère, c'est comment peut-on passer de l'un à l'autre comme ça ? [...] Il y a là-dedans une sorte d'idée folle chez les psychologues de vouloir définir une situation extrasociale... » Cf. « Minorités actives et changement social. Entretien avec Serge Moscovici », Anne Meyroux, *Le Journal des psychologues* n°27, mai 1985, pp. 6-7. Serge Moscovici a écrit *Psychologie des minorités actives*, Paris, PUF, 1979.

Gujarat, jusqu'à 80% !)<sup>43</sup> sans que cela paraisse influencer significativement sur le fait que le reste de la population étripé librement, quotidiennement, des non-humains pour s'en nourrir<sup>44</sup>.

Je vais dans les pages qui suivent aborder brièvement, en tant qu'illustrations, quelques unes des nombreuses luttes qu'il nous va falloir mener à des niveaux très divers si nous voulons un jour voir disparaître l'exploitation animale... Je ne prétends à aucune exhaustivité, loin de là<sup>45</sup>, mais veux simplement présenter quelques exemples de ce que je peux entendre par : "politiser la question animale".

## 1.1. Changer la culture

Dans une société fondamentalement spéciste, bâtie sur le mépris des autres animaux, sur l'exploitation massive et sans scrupule de leurs chairs, l'engagement pour la question animale demande un effort constant et soutenu. Notre culture dans son ensemble est construite par rapport à la domination humaine. Ce sont le langage, les idées et associations d'idées, les croyances, les mythes, les affects, les peurs, les automatismes, les identités de chacun qui sont produits par cette culture et qui déterminent notre façon de nous rapporter à cette question.

Agir sur la culture de notre société, déplacer les lignes de front des rapports humains/animaux, renommer les actes ou les choses, affronter les préjugés, briser les tabous, est un travail qui ne peut se faire que progressivement, mais qui a un impact sur l'ensemble de la société.

Agir culturellement à un échelon collectif, c'est agir publiquement. Une action publique a un tout autre impact qu'une addition d'actions inter-individuelles. On imagine faussement qu'une société n'est qu'une collection d'individus avec des croyances personnelles et que, par conséquent, changer les croyances de la société revient en fin de compte à changer les croyances des gens. Or, une culture est un réservoir de savoirs, de valeurs, de dispositions (etc.) issu d'une histoire collective, commune, que chacun partage plus ou moins avec les autres. C'est aussi ce qui soude une communauté. Une action publique sera par définition connue de plusieurs personnes, qui partagent le fait non seulement d'en avoir connaissance, mais aussi de savoir que les autres également en ont connaissance. De même, le fait d'en percevoir des échos par des sources socialement autorisées (les médias, par exemple, quoi qu'on en pense) modifie le mode de réception de l'information. Le fait d'être confronté souvent publiquement à des problèmes similaires, sous des formes différentes et par des acteurs différents, aussi a un impact démultiplié. De même, briser un tabou culturel (par exemple : dire qu'on devrait interdire la viande ; ou parler des animaux avec les mêmes mots que ceux qu'on emploie pour des humains, etc.) dans une discussion n'a pas la même portée que le faire dans un colloque ou un livre, etc.

<sup>43</sup> <http://www.vegmundo.com/vege-en-voyage/le-vegetarisme-en-inde.html>

<sup>44</sup> Cf. Florence Burgat, *Ahimsā. Violence et non-violence envers les animaux en Inde*, éd. de la Maison des sciences de l'Homme, 2014 (<http://blog.l214.com/2014/04/21/ahis-violence-et-non-violence-envers-les-animaux-en-inde>). Mais, qui sait ? Peut-être est-ce tout de même en relation avec le grand nombre de végétariens qu'elle compte que l'Inde devient en juillet 2014 le premier pays au monde à interdire l'importation du foie gras sur son territoire ? cf. <http://www.animalequality.net/news/632/big-news-animals-indian-government-bans-foie-gras>

<sup>45</sup> Par exemple, je n'aborde pas la question de la représentation de la question animale lors des élections, ni dans les partis politiques.

populations, DDCSPP) et les préfets. Si des lois existent qui ne sont pas même appliquées, pourquoi s'échiner à tenter d'en faire voter de nouvelles ?

C'est que d'un point de vue animaliste, on peut penser que les réformes législatives sont tout de même facteur de progrès :

- elles modifient directement l'attitude des gens, qui, toutes choses égales par ailleurs, considèrent le plus souvent qu'une activité légale est bien, une activité illégale mauvaise.
- elles peuvent tout de même permettre de faire reculer les pratiques illégales, ce qui modifie l'attitude des gens à plus long terme (ils s'y déshabituent).
- généralement, une fois une loi passée, les pratiques illégales deviennent tout de même minoritaires, ce qui est une bonne chose pour les victimes.

Mais les nombreux exemples de non-respect des lois et de complicité des pouvoirs publics montrent assez que le juridique n'est pas un champ autonome, et que son application concrète dépend de l'état d'esprit (la culture) de l'ensemble de la société. Ainsi, que l'indifférence de l'opinion publique vis-à-vis des souffrances animales régresse, et cela devrait plus ou moins rapidement se traduire par une meilleure application des lois.

L'exemple du Code noir, qui sous l'Ancien Régime était censé régir les traitements dont étaient justiciables les esclaves et dont les restrictions (pourtant dérisoires) n'étaient absolument pas appliquées<sup>54</sup>, montre bien que tant que des êtres sont la propriété d'autres ils ne peuvent guère compter de façon notable sur quelque secours juridique que ce soit<sup>55</sup>. De fait, c'est bel et bien l'abolition de l'esclavage, de leur statut de propriétés, qui a libéré les Noirs des sévices ordinaires des Blancs (mais pas pour autant de l'exploitation, puisque le travail dans les plantations ou autres a par contre perduré sous d'autres formes). Il n'empêche que lorsque des lois de protection animale sont adoptées, elles constituent une avancée législative sur laquelle s'appuyer pour faire valoir les intérêts des animaux, aussi bien devant la loi, donc, que devant l'opinion publique. Que de telles lois soient votées, même si elles sont difficilement appliquées, est le signe que nous marquons des points : la violence spéciste commence à cesser d'aller de soi.

Il me semble que dans ce domaine comme en d'autres, réclamer de nouvelles lois de protection animale est intéressant pour entraîner l'opinion publique dans notre sillage (et, ce n'est pas tout à fait un détail, pour réduire les misères les plus extrêmes des animaux concernés). Mais il reste important par ailleurs de souligner auprès de l'opinion publique que tant que les animaux resteront des biens et des marchandises, appropriés et appropriables, ces lois seront imparfaitement appliquées et ne seront bien évidemment pas satisfaisantes ; c'est bel et bien l'abolition de leur statut de propriétés qu'il faut viser comme aboutissement de nos campagnes politiques.

L'abolition est d'ailleurs bien autre chose qu'une simple interdiction. L'abolition résulte d'un processus global. L'inceste par exemple a beau être interdit, il n'est pas aboli : il existe toujours, il reste même hélas une pratique courante, parce que ses conditions sociales de production sont toujours effectives (l'appropriation parentale des enfants, l'incapacité juridique de ces derniers, etc.). La prohibition de l'alcool dans les années 1930 aux Etats-unis n'a pas abouti non plus à une abolition parce que sa consommation est restée dans les usages, envers et contre tout : une

<sup>54</sup> Cf. Louis Sala-Molins, *Le Code noir, ou le calvaire de Canaan*, Paris, PUF, 2002.

<sup>55</sup> C'est là la thèse fondamentale de Gary Francione.

l'amendement du code civil du 14 avril 2014), sans que cela porte aucunement pour l'instant à conséquences. Mais même si aujourd'hui ces déclarations sur la sensibilité des animaux sont purement formelles, elles peuvent servir d'appui ou même de tremplin à des réformes législatives futures, et marquent d'ores et déjà les esprits : elles signifient auprès de l'opinion que le législateur a jugé justifié de légiférer à propos des animaux, et indirectement de leur bien-être et des pratiques qui les concernent. Elles sont un signe public que la question animale existe et est à prendre en considération. Mais c'est à nous, militants animalistes, de faire en sorte que s'imposent toujours plus avant les conséquences logiques de ces déclarations.

De même, les lois déjà en vigueur dans la plupart des pays du monde devraient en toute logique entraîner l'interdiction des massacres pour la viande, qu'il s'agisse d'élevage, de chasse ou de pêche<sup>50</sup>. En France, l'article L214 du code rural stipule que l'on doit placer tout animal « dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce »<sup>51</sup> ; or, si notre société en venait à prendre au sérieux cette déclaration, ce seraient pour le moins tous les élevages modernes concentrationnaires qui devraient disparaître.

De même, l'article R655-1 du code pénal punit explicitement « le fait, sans nécessité, publiquement ou non, de donner volontairement la mort à un animal domestique ou apprivoisé ou tenu en captivité ». Or, consommer la chair d'êtres sensibles n'est en rien une nécessité : il s'agit d'une pratique qui ne relève d'aucun besoin d'ordre physiologique et qui ne résulte aujourd'hui de rien moins qu'un caprice de notre part. Il s'agit d'une pratique gratuite, qu'aucun argument sérieux ne vient justifier. Bien sûr, nos sociétés ne sont pas prêtes à reconnaître cet état de fait ; c'est encore à nous, militants animalistes, de les y contraindre !

Un travail politique de sapes du spécisme peut donner un sens nouveau à ces lois, qu'elles n'avaient pas initialement.

Les diverses lois de « protection animale » ou de « bien-être animal » qui existent déjà ne sont pas toujours appliquées ni sanctionnées<sup>52</sup> ; notamment, on le voit avec les récentes affaires soulevées par les enquêtes de l'association L214 dans les élevages ou les abattoirs<sup>53</sup>, de très nombreuses illégalités ont lieu en permanence avec la complicité ou l'inertie des pouvoirs publics, au premier rang desquels les Directions des Services vétérinaires (supprimées comme telles en 2010 et intégrées désormais aux Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des

<sup>50</sup> Cf. Julie Hoarau, « Élevages et abattoirs sont illégaux en France. Soixante millions de délinquants », *Cahiers antispécistes* n°22, février 2003.

<sup>51</sup> Il s'agit d'une formulation naturalisante, qui reproduit le préjugé selon lequel chaque animal n'est qu'un spécimen indifférencié de son espèce ; néanmoins, elle peut constituer une base législative forte pour dénoncer puis attaquer nombre de formes d'élevage. Par ailleurs, est-ce que la « mise à mort » d'un animal est ou non « compatible avec les impératifs biologiques de son espèce » ?

<sup>52</sup> « Un rapport de la Commission européenne en 2012 indique que le taux de contrôle en France des normes de protection animale en élevage est de 0,68 % », souligne la synthèse des travaux du colloque « Nous et l'animal » du think tank *Ecolo-Ethik* en 2014. Les recommandations issues du colloque présentent de nombreuses mesures juridiques ou politiques possibles... Cf. <http://ecolo-ethik.org/nous-et-lanimal-synthese-des-travaux-nos-25-recommandations/>

<sup>53</sup> Abattoir Charal, abattoir Sievert, élevages de poules pondeuses qui n'ont pas adopté les normes 2012, élevage de lapins du Tertre, etc. Cf. les vidéos et commentaires de nombreuses enquêtes : <http://www.l214.com/video>

Nous ne travaillons pas pour le court terme, mais nécessairement dans le long terme. Tout événement public (médiatique, dans la rue, etc.), du fait même qu'il est public, a un impact très différent d'une simple communication inter-personnelle. Quand on organise une présentation/débat, par exemple, que l'info soit largement diffusée dans les médias et sur Internet est peut-être un facteur plus important que le nombre de personnes qui seront au final présentes au débat ; l'impact a beau être plus diffus, il n'est pas impossible qu'il se révèle à terme plus décisif. On ne peut guère le prouver. Mais nous savons en tout cas qu'une société évolue essentiellement par diffusion culturelle (politique), comme le soulignent les travaux de sociologie des changements sociaux.

Cette dernière décennie, par exemple, la diffusion des résultats des recherches en éthologie cognitive a modifié d'une façon sans doute décisive la perception collective (culturelle) que nous avons des autres animaux. Ces recherches qui portent sur leurs comportements nous ont appris qu'eux aussi ont des sentiments, éprouvent des émotions, et nous les ont révélés très proches de nous à travers nombre de leurs réactions. Il n'est de ce fait plus guère courant de s'entendre dire que « les animaux ne souffrent pas », ni non plus qu'ils « ne pensent pas ». En l'espace d'une seule décennie, ces discours ont peu ou prou cessé d'être produits. A l'échelle de la société tout entière. Même, sans doute, par des gens qui n'ont jamais entendu parler de ces nouvelles connaissances concernant les comportements animaux.

Le travail d'information sur les conditions de vie et de mort effectives des animaux lui aussi a un impact très important. Pas seulement lorsqu'il amène dès aujourd'hui des personnes à devenir végétariennes ou véganes, mais peut-être surtout en ce qu'il sensibilise à la question animale l'ensemble de la population ; il prépare « le public » dans son ensemble à une véritable prise en compte des intérêts des autres animaux, il œuvre à un futur renversement d'opinion. La façon dont cette information est délivrée est importante ; ainsi, la campagne de Stopgavage contre le foie gras<sup>46</sup> est axée quasi exclusivement sur l'argument de l'intérêt des palmipèdes gavés à ne pas subir une telle torture. Ainsi, aujourd'hui le grand public sait qu'il existe une opposition à ce produit *sur la seule base* d'une prise en compte des intérêts des canards et oies et peut de ce fait lui-même commencer à imaginer que des pratiques, même alimentaires, pourraient être interdites en prenant en compte le seul point de vue des premiers concernés, fussent-ils non-humains. Aujourd'hui, fait majeur qu'on ne relève pas assez, il est devenu possible de remettre en question l'existence même de la viande (les pratiques de production et de consommation de chairs animales). Le tabou à l'égard de la viande a été fissuré et il s'agit là, pour les décennies de luttes à venir, de la meilleure nouvelle qu'on pouvait espérer pour les animaux.

La diffusion de nos connaissances concernant la subjectivité des animaux (sentience, conscience, intelligence...) et de la réalité de ce qu'ils vivent dans les élevages ou sur les bateaux de pêche a clairement un impact culturel très important. Ces divers modes de dévoilement de la question animale semblent s'être révélés bien plus efficaces que 150 ans d'« arguments-santé » invoqués pour diffuser le végétarisme. Surtout, ils génèrent bien plus qu'une simple augmentation du nombre des végétariens : ils permettent de progresser dans la voie d'une société qui prenne enfin en compte les intérêts des autres.

<sup>46</sup> <http://www.stopgavage.com/> ; Stopgavage est une campagne de l'association L214.

Le travail de déconstruction théorique qui est mené publiquement sur différents fronts par des personnes très diverses (les collectifs qui se sont attaché à publier depuis vingt ans les *Cahiers antisécistes*, mais aussi des individus comme Florence Burgat, Françoise Armengaud, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Elisabeth de Fontenay et bien d'autres désormais...) a certainement des répercussions importantes lui aussi. En France, les notions de spécisme et d'égalité animale commencent parfois à être reprises publiquement en dehors des milieux militants. Progressivement, l'idée s'impose que le mépris des autres animaux ne va pas de soi. Il s'agit d'un progrès crucial, sans lequel aucune amélioration substantielle du sort des non-humains ne sera sans doute envisageable.

Un dispositif idéologique omniprésent nous ramène presque toujours dans notre société à l'idée que les autres animaux sont simplement des ressources à notre disposition. « Les animaux sont faits "pour ça" », nous dit-on à longueur de journée, que ce soit dans des publicités pour du jambon ou dans des documentaires animaliers. « Pour ça » : pour être mangés. La domination que nos sociétés exercent à l'encontre des autres animaux apparaît alors comme une domination qui va de soi, qui existe de toute éternité, universelle, « naturelle », « normale » et qu'il serait dès lors illusoire et même irrationnel et loufoque, de combattre.

L'écologie, par exemple, donne un très mauvais exemple, d'autant plus redoutable qu'elle est perçue comme progressiste : elle constitue pourtant le fer de lance contemporain du naturalisme et du spécisme en ce que son discours entérine d'intégrer indifféremment l'ensemble des « objets non humains » dans une sorte de totalité appelée « nature » ou « environnement » et ne distingue dès lors aucunement les animaux des cailloux, des rivières, des échanges gazeux ou des plantes. La plupart des personnes qui se revendiquent de l'écologie les traitent alors comme de simples rouages d'un ordre à préserver, sans considération aucune pour leur vie ou leur vécu. Elles perpétuent ainsi une habitude aux conséquences immensément meurtrières : celle de ne les considérer que comme des « éléments naturels » auxquels on accorde simplement une plus ou moins grande *utilité* (pour l'Humanité ou pour la Nature). Celle de ne pas les considérer comme des êtres sentients comme nous, dont la vie vaut par elle-même et est à prendre en compte pour elle-même. Du point de vue de la « libération animale », il importe ainsi de lutter contre l'idée que la notion d'« ordre naturel » aurait une réalité, serait autre chose qu'une projection intéressée de notre part. Il importe de critiquer l'idée que « la Nature » justifie quoi que ce soit et doive nous servir de modèle, de même qu'il importe de refuser que l'on continue à classer des êtres sentients parmi les choses<sup>47</sup>.

L'idéologie de l'exploitation animale opère un apartheid mental : le langage, notamment, distingue systématiquement entre « les humains » et « les animaux », comme si les premiers n'appartenaient pas à la catégorie des seconds<sup>48</sup>. Tous les domaines de la pensée sont concernés. Un couteau, c'est

<sup>47</sup> Pour une première analyse critique de cette idée de nature qu'on retrouve au fondement de toutes les dominations, voir le livret *Pour en finir avec l'idée de Nature... et renouer avec l'éthique et la politique*, éd. tahin party, 2005, téléchargeable sur le site des éditions. De même, l'article « Idée de Nature, humanisme et négation de la pensée animale » paru dans *La Raison des plus forts*, éd. IMHO, Paris, 2012, également téléchargeable sous forme de brochure sur le site [reseau-antispeciste.org](http://reseau-antispeciste.org).

<sup>48</sup> A l'inverse, la notion « les animaux » est censée désigner un catégorie homogène, représentante d'une animalité opposable à l'humanité ; c'est ainsi que des éponges, des huîtres, des sauterelles et des vaches se retrouvent classées dans une même catégorie fourre-tout – les éponges ne sont pas sentientes, les mollusques fixés comme les huîtres ne le sont sans doute pas, et la question est débattue en ce qui concerne les insectes.

bien connu, est un outil lorsqu'il s'agit d'égorger un mouton, mais devient une arme s'il s'agit d'égorger « son prochain ». Un animal est « abattu », mais un humain est assassiné... Les idées de justice ou d'équité semblent incongrues lorsqu'on les associe à des animaux : « égalité pour les animaux ! », « un monde plus juste (plus humain ?) pour les animaux ! », semblaient jusqu'à très récemment des revendications impensables. Si l'on veut changer la façon dont nos sociétés considèrent les animaux, il nous faut prendre ces questions de langage au sérieux : combattre cet apartheid mental partout où il s'exprime est une tâche de première importance.

Si nous voulons qu'un jour nos sociétés cessent de mépriser les intérêts fondamentaux des autres animaux, il nous faut lutter contre ces idéologies et les dispositifs sociaux qui les font exister. Nous ne menons pas assez ce combat de fond, qui risque pourtant de se révéler décisif pour faire progresser la libération animale et qui pourrait bien, selon la force que nous y mettrons, avancer d'années ou de décennies le jour où l'on bannira la consommation des êtres sensibles.

## 1.2. Changer les institutions

L'exploitation animale est un système économique qui s'insère aujourd'hui dans un cadre capitaliste mondial géré par un État et des traités internationaux. En tant que militants, nous n'en voyons souvent que les résultats finaux : les corps morts démembrés dans les assiettes de nos contemporains. Mais pour en arriver là, une organisation sociale est nécessaire qui implique le droit, des lois, des capitaux, qui mobilise de nombreux acteurs sociaux, etc.

### 1.2.1. Changer le droit et les lois

De droit, les animaux sont les propriétés des humains. Le fait est crucial. Les animaux sont des biens, appropriés ou appropriables<sup>49</sup> et il s'agit de la condition première qui permet de les faire naître, de les faire vivre à notre gré, de les maltraiter si besoin, de les faire se reproduire, de les faire mourir. De nombreux militants de la libération animale considèrent que le premier droit fondamental à accorder aux non-humains devrait être de ne pas être la propriété d'autrui, droit duquel pourraient découler tous les autres. D'autres considèrent que les animaux devraient avant tout pouvoir jouir des droits fondamentaux qu'on reconnaît pour l'instant aux seuls humains, qui sont le droit à ne pas être tué, à ne pas être torturé, à vivre libre – la notion de liberté s'opposant, là aussi, à celle d'esclavage. D'autres encore, comme moi, rêvent d'un monde où le droit et la loi seraient de mauvais souvenirs et où les relations seraient choisies autrement qu'en fonction d'une autorité surplombante (le droit), sur des bases de bienveillance, de solidarité et d'entraide s'appliquant sans considération de l'espèce.

Dans tous les cas, le travail visant à fragiliser le statut de biens des animaux est primordial. Le jour où ce statut sera aboli, les animaux ne pourront plus être légalement nos esclaves. L'exploitation animale ne subsistera plus que de façon marginale, voire clandestine.

Ce jour est encore loin. Les non-humains sont tout justes reconnus par la loi comme des êtres sentients (l'article L214 du code rural stipule depuis 1976 qu'ils sont des êtres sensibles ; de même

<sup>49</sup> Les animaux « sauvages », sous certaines conditions, peuvent être capturés et tenus prisonniers voire tués, quand les animaux « domestiques », eux, ont d'emblée un propriétaire.